

- b) tweede jaar van de leertijd : vakken "chassis en remmen" en "wielen en banden";
- c) derde jaar van de leertijd : vakken "chassis en remmen" en "banden".
- 46° in het programma "U40 magazijnier" :
- a) eerste jaar van de leertijd : vakken "opslag van goederen" en "verpakkingen";
- b) tweede jaar van de leertijd : vakken "werkveiligheid en milieubescherming" en "voorbereiding van bestellingen";
- c) derde jaar van de leertijd : vakken "opslaglogistiek" en "gespecialiseerde informatica".
- 47° in het programma "U41 medewerker opslaglogistiek" :
- a) eerste jaar van de leertijd : vakken "opslag van goederen" en "verpakkingen";
- b) tweede jaar van de leertijd : vakken "werkveiligheid en milieubescherming" en "voorbereiding van bestellingen";
- c) derde jaar van de leertijd : vakken "opslaglogistiek" en "gespecialiseerde informatica".
- 48° in het programma "V06/08 manegehouder/paardenfokker" :
- a) eerste jaar van de leertijd : vakken "anatomie/ziekten" en "paardrijden";
- b) tweede jaar van de leertijd : vakken "anatomie/ziekten" en "paardrijden";
- c) derde jaar van de leertijd : vakken "anatomie/ziekten" en "paardrijden".
- 49° in het programma "W00 detailhandelaar" :
- a) eerste jaar van de leertijd : vakken "soorten van verkoop/verkoopstechnieken" en "warenkennis";
- b) tweede jaar van de leertijd : vakken "soorten van verkoop/verkoopstechnieken" en "warenkennis";
- c) derde jaar van de leertijd : vakken "bedrijfsbeheer" en "reclame".
- 50° in het programma "W01 autoverkoper" :
- a) eerste jaar van de leertijd : vakken "verkoop" en "voertuigtechniek";
- b) tweede jaar van de leertijd : vakken "verkoop" en "voertuigtechniek";
- c) derde jaar van de leertijd : vakken "bedrijfsbeheer" en "voertuigtechniek".
- 51° in het programma "W02 verkoper" :
- a) eerste jaar van de leertijd : vakken "warenkennis" en "verkoop";
- b) tweede jaar van de leertijd : vakken "verkoop" en "verkoop in supermarkten";
- c) derde jaar van de leertijd : vakken "reclame" en "verkoop in supermarkten".
- 52° in het programma "X11 expediteur" :
- a) eerste jaar van de leertijd : vakken "transportmanagement" en "boekhouding";
- b) tweede jaar van de leertijd : vakken "transportmanagement" en "basisbeginselen buitenlandse handel en douane";
- c) derde jaar van de leertijd : vakken "management luchttransport" en "boekhouding".

Art. 2. - De hoofdvakken die in voorkomend geval vermeld werden in de opleidingsprogramma's die tot 31 augustus 2018 door de Regering aangenomen werden, worden opgeheven.

Art. 3. - Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2018.

Art. 4. - De minister bevoegd voor Opleiding is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 7 februari 2019.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :
De Minister-President,
O. PAASCH
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
H. MOLLERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202516]

2 MAI 2019. — Décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 2 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, est complété par les 67° à 75° rédigés comme suit :

« 67° " mécanisme de mobilisation " : le mécanisme de financement par mobilisation de créances SEV mis en œuvre par appel à une société émettrice visé à l'article 42/2;

68° " opération de mobilisation " : une application de mise en œuvre effective du mécanisme de mobilisation par l'émission d'instruments financiers;

69° " créance SEV " : la créance de soutien à l'énergie verte composée des droits et montants visés à l'article 42/2, §§ 8 et 9;

70° " société émettrice " : une société de financement qui investit en créances SEV constituée pour les besoins d'une ou plusieurs opérations de mobilisation;

71° « date de clôture » : la date de l'émission des instruments financiers qui se rapportent à une opération de mobilisation;

72° « date de fixation » : la date à laquelle les coûts à couvrir par des créances SEV sont définitivement fixés conformément à l'article 42/2, § 8;

73° « date de cession » : la date de cession d'une créance SEV fixée dans la convention-cadre;

74° « convention-cadre » : la convention conclue entre la société émettrice et le gestionnaire du réseau de transport local en exécution de l'article 42/2, § 3, ainsi que les conventions additionnelles conclues en exécution de cette convention, y compris des conventions de cession de créance;

75° « surcharge certificats verts » : la surcharge visée à l'article 42bis, § 1^{er}. ».

Art. 2. A l'article 34, 4°, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point *f*), les mots « ou qui leurs seraient rachetés en vertu de l'article 42, § 6, 2°, ou de l'article 42/1, § 7bis » sont ajoutés entre les mots « sur le marché des certificats verts » et « en vue de » et le mot « suppression » est remplacé par le mot « annulation »;

2° un point *i*), rédigé comme suit, est inséré après le point *h*) :

" *i*) pour le gestionnaire du réseau de transport local, couvrir les coûts liés aux opérations de mobilisation visées à l'article 42/2, y compris les coûts liés aux achats de certificats verts visés aux points *d*) et *f*) et concernés par une opération de mobilisation. ".

Art. 3. Dans l'article 40 du même décret, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par les décrets des 11 décembre 2013 et 12 décembre 2014, à l'alinéa 3, le mot « supprimés » est remplacé par le mot « annulés » et les mots " le cas échéant dans le cadre d'une opération de mobilisation, » sont insérés entre les mots « par l'Administration, » et les mots " soit mis en réserve ».

Art. 4. A l'article 42 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « supprimés » est à chaque fois remplacé par le mot « annulés »;

2° au paragraphe 6, un 2° est inséré entre le 1° et le 2°, rédigé comme suit :

« 2° au cours des neuf mois avant le terme de chaque mise en réserve telle qu'identifiée dans la convention visée au paragraphe 3, alinéa 3, après concertation avec l'Administration, le gestionnaire du réseau de transport local peut acheter des certificats verts faisant l'objet de la mise en réserve concernée dans l'objectif d'affecter ces certificats à une créance SEV. Ces certificats sont achetés au prix auquel ils ont été acquis par les personnes ayant reçu la mission visée au paragraphe 1^{er}; »;

3° au paragraphe 6, au 2°, devenu 3°, les mots « et n'ayant pas été achetés par le gestionnaire du réseau de transport local en application du 2° » sont insérés entre les mots « et n'ayant pu être écoulés sur le marché en application du 1° » et les mots « sont achetés par le gestionnaire du réseau de transport local »;

4° au paragraphe 6, la dernière phrase commençant par le mot « Toutefois » et terminant par le mot « insuffisante » est supprimée;

5° au paragraphe 7, un 4° est ajouté entre le 3° et le 4°, rédigé comme suit :

« 4° au cours des neuf mois avant le terme de chaque mise en réserve, le gestionnaire du réseau de transport local achète des certificats verts auprès des personnes ayant reçu la mission visée au paragraphe 1^{er}, dans le respect des conditions fixées au paragraphe 6, 2°, et selon les modalités fixées dans la convention visée au paragraphe 3; »;

6° au paragraphe 7, au 4°, devenu 5°, les mots « au paragraphe 6, 2° » sont remplacés par les mots « au paragraphe 6, 3° »;

7° au paragraphe 7, le 5° devient 6°; les mots « et 6, 3° » sont ajoutés après les mots « en vertu du paragraphe 6, 2° »; les mots « , sauf en cas de nouvelle mise en réserve conformément à ce paragraphe 6, 2° » sont supprimés;

8° au paragraphe 9, alinéa 1^{er}, les mots « au prorata des quantités d'énergie exonérées. Au terme de la période durant laquelle l'exonération partielle visée à l'article 42bis, § 5, du premier terme de la surcharge est d'application, les charges financières et administratives résultant de l'exécution de la mission visée au paragraphe 1^{er} sont facturées de la même manière que le premier terme de la surcharge conformément à l'article 42bis, § 2. » sont remplacés par les mots « au prorata des quantités d'énergie exonérées jusqu'au 31 décembre 2019. A partir du 1^{er} janvier 2020, les charges financières et administratives résultant de l'exécution de la mission visée au paragraphe 1^{er} sont imputées au premier terme de la surcharge conformément à l'article 42bis, § 2. ».

Art. 5. A l'article 42/1 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le mot « supprimés » est remplacé par le mot « annulés »;

2° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « les cessions de créances SEV visées à l'article 42/2, § 8, alinéa 5, et par " sont insérés entre les mots « les montants comptabilisés en recettes générées par » et les mots « l'application de la surcharge certificats verts »;

3° un paragraphe 7bis, rédigé comme suit, est inséré :

« § 7bis. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 7 du présent article, à partir du 1^{er} juillet 2019, pour le 15 octobre de chaque année, le gestionnaire du réseau de transport local propose à l'Administration, après concertation avec la société émettrice mentionnée à l'article 42/2, la quantité de certificats verts temporisés à acheter par lui dans l'objectif de permettre une diminution progressive de la quantité des certificats verts temporisés, en tenant compte de la disposition de l'article 42/2, § 8, alinéa 7. Le gestionnaire du réseau de transport local communique une copie de sa proposition à la personne désignée au paragraphe 3.

Dans les trente jours après la réception de la proposition du gestionnaire du réseau de transport local, l'Administration valide le nombre de certificats verts temporisés à acheter par le gestionnaire du réseau de transport local.

Le gestionnaire du réseau de transport local achète le nombre de certificats verts temporisés dans les trente jours de la validation de ce nombre par l'Administration. »;

4° au paragraphe 8, alinéa 1^{er}, les mots « et après chaque mouvement dans l'inventaire mentionné ci-après » sont insérés entre les mots « 1° avant le 31 janvier de chaque année " et les mots ", la personne désignée au paragraphe 3. »;

5° au paragraphe 9, les mots « et au paragraphe 7bis » sont insérés entre les mots « visée au paragraphe 7, 1° » et les mots ”, et réalisée en concertation avec l’Administration ”.

Art. 6. Dans le même décret, il est inséré un article 42/2 rédigé comme suit :

« Art. 42/2. § 1^{er}. Dans le cadre de l’obligation de service public en vertu des articles 34, 4°, d) et f), un mécanisme de mobilisation est mis en place.

Lorsque le gestionnaire du réseau de transport local prévoit qu’il sera amené à acheter une quantité significative de certificats verts à prix minimum garanti conformément aux articles 34, 4°, d) et f), il fait appel au mécanisme de mobilisation dans les limites visées au paragraphe 5 et suivants, en collaboration avec l’organisme financier sélectionné par le Gouvernement et la société émettrice mise en place avec l’aval du Gouvernement. Le Gouvernement notifie la désignation de cet organisme financier et de la société émettrice au gestionnaire du réseau de transport local dans les meilleurs délais dès l’entrée en vigueur du présent décret.

Le mécanisme de mobilisation porte exclusivement sur des certificats verts qui, sans préjudice de toute éventuelle vente antérieure, ont été vendus au gestionnaire du réseau de transport local après l’entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Le mécanisme de mobilisation inclut les éléments suivants :

1° la cession d’une ou plusieurs créances SEV par le gestionnaire du réseau de transport local à la société émettrice, contre un montant déterminé conformément à la convention-cadre;

2° le financement de la société émettrice pour ce montant principalement par l’émission d’instruments financiers par cette dernière;

3° l’encaissement des créances SEV par la facturation, pour le compte de la société émettrice, du troisième terme de la surcharge certificats verts par le gestionnaire du réseau de transport local aux gestionnaires de réseau de distribution et aux détenteurs d’accès en charge des utilisateurs de réseau directement raccordés au réseau du gestionnaire du réseau de transport local;

4° le transfert de ces montants par le gestionnaire du réseau de transport local à la société émettrice, selon les modalités fixées dans la convention-cadre.

§ 3. Il est établi une convention-cadre entre le gestionnaire du réseau de transport local et la société émettrice avant la mise en œuvre du mécanisme de mobilisation. La convention-cadre est communiquée, préalablement à sa conclusion, au Gouvernement et à la CREG.

§ 4. Pour le 1^{er} mars et le 1^{er} octobre de chaque année, l’Administration publie une prévision détaillée de l’évolution attendue de ce marché sur une période minimale des cinq prochaines années. Cette prévision comporte plusieurs scénarios qui traduisent l’impact des paramètres majeurs qui influencent cette évolution.

Dans les vingt jours de la clôture de chaque semestre, le gestionnaire du réseau de transport local communique au Gouvernement et à la CREG, une prévision indicative sur dix-huit mois de la quantité de certificats verts susceptibles de lui être soumis pour achat et mentionne, le cas échéant, une quantité indicative de certificats verts qui serait à prendre en compte pour un prochain dossier préparatoire visé au paragraphe 5, avec l’objectif de limiter l’impact de ces certificats verts sur le premier terme de la surcharge certificats verts.

§ 5. Au vu de ces données, le Gouvernement peut, avant le 31 octobre de chaque année jusqu’en 2024, notifier au gestionnaire du réseau de transport local, à l’organisme financier mentionné au paragraphe 1^{er} et à la société émettrice sa volonté de mettre en œuvre une opération de mobilisation durant l’exercice suivant. Sur cette base, le gestionnaire du réseau de transport local rassemble, en concertation avec la société émettrice et l’organisme financier mentionné au paragraphe 1^{er}, un dossier préparatoire en vue d’une opération de mobilisation. Ce dossier préparatoire est transmis au plus tard le 15 janvier de l’année suivante au Gouvernement, et à la CREG.

Le dossier préparatoire d’une opération de mobilisation comporte un volet technique établi par le gestionnaire du réseau de transport local, ainsi qu’un volet financier établi par la société émettrice. Le volet technique est communiqué par le gestionnaire du réseau de transport local à la société émettrice; le volet financier est communiqué par la société émettrice au gestionnaire du réseau de transport local. Ce volet financier comporte notamment une méthodologie élaborée par l’organisme financier mentionné au paragraphe 1^{er} en collaboration avec la société émettrice afin de faciliter le choix du Gouvernement quant à, entre autres, la durée contractuelle anticipée minimale, la durée contractuelle anticipée maximale, le taux d’intérêt minimal, le taux d’intérêt maximal et le coût annuel maximal de l’opération de mobilisation envisagée.

§ 6. La CREG remet un avis au Gouvernement sur le dossier préparatoire visé au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, dans les 30 jours de sa réception, avec copie au gestionnaire du réseau de transport local et à la société émettrice. Dans les quinze jours de la réception de l’avis de la CREG concernant le dossier préparatoire, le gestionnaire du réseau de transport local et la société émettrice peuvent, le cas échéant, établir un dossier préparatoire adapté en rectifiant un ou plusieurs points parmi ceux mentionnés par la CREG dans son avis. Dans les 30 jours de la réception de l’avis de la CREG, ou de la réception du dossier préparatoire adapté le cas échéant, le Gouvernement choisit de faire procéder ou non à l’opération de mobilisation. S’il choisit de faire procéder à l’opération de mobilisation, le Gouvernement prend une décision dans laquelle il y fixe notamment, dans le respect de la convention-cadre et sur base de la méthodologie figurant dans le dossier préparatoire, les conditions suivantes : la fourchette entre le nombre minimal et le nombre maximal de certificats verts à traiter dans le cadre de l’opération, la fourchette entre le taux d’intérêt minimal et le taux d’intérêt maximal pour l’émission correspondante, la fourchette entre la durée contractuelle anticipée minimale et la durée contractuelle anticipée maximale des instruments financiers concernés, ainsi que, exprimé en fonction des paramètres mentionnés ci-avant, le coût annuel maximal de l’année suivant l’émission qui peut être pris en compte dans le rapport annuel visé au paragraphe 11. Cette décision mentionne également qu’il revient au Gouvernement ou à son délégué de confirmer le placement et les conditions finales liées aux conditions du marché applicables au moment de l’émission envisagée, notamment la durée contractuelle anticipée et le taux d’intérêt des instruments financiers. Les conditions de cette décision assurent également que les sommes visées par l’article 34, 4°, i), ne sont pas inscrites au bilan du gestionnaire du réseau de transport local et que les cessions de créances SEV par le gestionnaire du réseau de transport local à la société émettrice se fassent sans aucune garantie de sa part et sans recours contre lui.

Le Gouvernement notifie sa décision dans les dix jours à la société émettrice, à l'organisme financier mentionné au paragraphe 1^{er}, au gestionnaire du réseau de transport local et à la CREG.

§ 7. Dans les cent vingt jours de la notification du Gouvernement, la société émettrice, en collaboration avec l'organisme financier mentionné au paragraphe 1^{er}, lance la procédure d'émission des instruments financiers, à condition que les limites et conditions précisées dans la décision du Gouvernement et dans la convention-cadre soient respectées. Dans les dix jours de la date de clôture de l'émission, la société émettrice notifie au Gouvernement et au gestionnaire du réseau de transport local, ainsi qu'à la CREG pour information, le montant définitif levé lors de l'émission, le montant définitif qui est disponible pour l'achat de créances SEV et le nombre définitif de certificats verts correspondants, la durée contractuelle anticipée choisie, la durée contractuelle maximale des instruments financiers émis, le taux d'intérêt définitif obtenu et le montant annuel définitif relatif à cette opération de mobilisation à couvrir par un composant dédié du troisième terme de la surcharge certificats verts. Le cas échéant, ce dernier montant comprend le montant annuel relatif au reliquat d'un exercice précédent mentionné au paragraphe 17.

§ 8. Au plus tard vingt jours avant la date de chaque cession de créance SEV envisagée, le gestionnaire du réseau de transport local et la société émettrice se concertent et déterminent, selon les modalités fixées dans la convention-cadre :

a) le nombre de certificats verts à prendre en compte pour cette cession; ils sélectionnent les certificats verts parmi ceux achetés par le gestionnaire du réseau de transport local conformément aux articles 34, 4^o, d) et f);

b) le calcul du montant des coûts relatifs à ces achats qui seront à couvrir par le composant dédié du troisième terme de la surcharge certificats verts, en application des dispositions du paragraphe 17;

c) une proposition de date de cession des créances SEV concernées.

La proposition reprenant la date de cession, le nombre de certificats verts du point a) et le montant du point b) est communiquée par écrit au Gouvernement ou son délégué. Sauf opposition écrite notifiée dans le délai de dix jours ouvrables par le Gouvernement ou son délégué à la société émettrice et au gestionnaire du réseau de transport local, cette proposition est réputée validée. La date de fixation intervient le premier jour ouvrable qui suit l'échéance de ce délai.

A la date de fixation, le gestionnaire du réseau de transport local devient, de plein droit, le titulaire exclusif d'un droit subjectif irrévocable de récupérer, par le biais de la facturation du troisième terme de la surcharge certificats verts, (i) le montant mentionné au point b) et (ii), le cas échéant, les coûts additionnels déterminés conformément au paragraphe 9.

Après la date de fixation, les certificats verts relatifs à la cession concernée cessent d'être éligibles à toute opération de temporisation et sont annulés dans la banque de données de l'Administration.

A la date de cession, le gestionnaire du réseau de transport local cède la créance SEV à la société émettrice selon les modalités fixées dans la convention-cadre.

Avec les montants levés lors d'une émission d'instruments financiers résultant d'une opération de mobilisation déterminée, la société émettrice achète plusieurs créances SEV échelonnées selon des dates de cession distinctes.

A partir du 1^{er} juillet 2020, le gestionnaire du réseau de transport local veille, dans la mesure des moyens dont il dispose, à ce que la dernière cession de créances SEV relative à une opération de mobilisation déterminée épuise, avant le 31 décembre de l'année de l'émission concernée, l'intégralité du montant résiduel des montants levés lors de l'émission et disponibles pour l'achat de créances SEV.

§ 9. Pour chaque créance SEV, le montant recouvrable de cette créance mentionné au paragraphe 8 peut être augmenté du montant nécessaire à la couverture des coûts raisonnables tels que décrits au paragraphe 17, alinéa 2, qui ont été ou seront occasionnés après la date de fixation de cette créance SEV.

Le gestionnaire du réseau de transport local et la société émettrice se concertent et déterminent, lorsque nécessaire, selon les modalités fixées dans la convention-cadre, l'adaptation du montant recouvrable de la créance SEV. Cette adaptation peut résulter de coûts nouveaux ou de coûts plus élevés que ceux pris en compte lors de l'établissement du montant recouvrable de la créance SEV.

Une proposition reprenant le montant de cette adaptation est communiquée par écrit au Ministre et, pour avis au Ministre dans les dix jours ouvrables, à la CREG. Sauf opposition écrite notifiée dans un délai de vingt jours ouvrables par le Ministre à la société émettrice, à la CREG et au gestionnaire du réseau de transport local, cette proposition est réputée validée. Dès le premier jour ouvrable qui suit l'échéance de ce délai, le montant recouvrable de la créance SEV en question est augmenté, de plein droit, à concurrence du montant validé de l'adaptation.

Tous les montants établis conformément au paragraphe 9 seront inclus dans la proposition tarifaire envisagée au paragraphe 12 en vue de l'ajustement du tarif pour le troisième terme de la surcharge certificats verts.

§ 10. Avant la date de cession d'une créance SEV, le gestionnaire du réseau de transport local est le créancier et le titulaire exclusif de cette créance SEV. Après cette date, la société émettrice devient, de plein droit, le titulaire irrévocable et exclusif de la créance SEV cédée, à l'exclusion du gestionnaire du réseau de transport local et de ses créanciers. Après cette même date, les personnes à qui le troisième terme de la surcharge certificats verts est facturé, deviennent, de plein droit, débiteurs directs de la société émettrice à concurrence du montant du troisième terme qui leur est facturé sur la base de cette cession.

Le gestionnaire du réseau de transport local facture le troisième terme de la surcharge conformément à l'article 42bis et reste responsable de l'encaissement auprès des gestionnaires de réseau de distribution et des détenteurs d'accès pour le compte de la société émettrice. Il transfère les montants encaissés vers la société émettrice selon les modalités fixées dans la convention-cadre.

Lorsque le gestionnaire du réseau de transport local constate que des montants facturés à certains de ses débiteurs pour le troisième terme de la surcharge certificats verts restent définitivement impayés, ces montants sont intégrés dans le solde tarifaire décrit au paragraphe 15 parmi les coûts à récupérer par le biais du troisième terme de la surcharge certificats verts.

Les montants de la facturation du troisième terme de la surcharge certificats verts ne sont imputés aux créances SEV qu'à partir du moment où la société émettrice a reçu effectivement ces montants.

§ 11. Au plus tard pour le premier septembre de chaque année, la société émettrice transmet au gestionnaire du réseau de transport local un rapport annuel par lequel elle communique l'ensemble des informations financières relatives au troisième terme de la surcharge certificats verts destinées à la proposition tarifaire pour l'exercice suivant. Lorsque l'horizon de la proposition tarifaire dépasse l'exercice suivant, la société émettrice et le gestionnaire du réseau de transport local se concertent en vue de compléter le rapport et d'établir les valeurs prévisionnelles indicatives pour l'évaluation du troisième terme de la surcharge certificats verts sur l'ensemble de cet horizon.

Le rapport annuel est établi selon un modèle de rapport qui est décrit dans la convention-cadre et comporte au minimum :

a) les coûts de fonctionnement de la société émettrice non spécifiques à une émission ainsi que les coûts non-récurrents de toute émission et la prévision de ces deux types de coûts pour l'exercice en cours et pour l'exercice suivant;

b) l'écart budgétaire éventuel relatif aux coûts du point a) et qui, selon un avis motivé de la société émettrice, doit être pris en compte pour l'établissement des coûts à couvrir durant l'exercice suivant par le troisième terme de la surcharge certificats verts;

c) individuellement pour chaque opération de mobilisation, le coût total annuel à couvrir par le troisième terme de la surcharge certificats verts, en mentionnant notamment les montants nécessaires pour payer en temps requis le capital et les intérêts dus sur chaque opération de mobilisation, payer les coûts de fonctionnement récurrents qui y sont spécifiquement liés et maintenir la réserve de trésorerie de la société émettrice à son niveau requis, la date de début de validité de ces coûts et la référence de la décision du Gouvernement qui a précédé l'émission de l'opération considérée;

d) l'historique des montants relatifs au troisième terme de la surcharge certificats verts transférés par le gestionnaire du réseau de transport local vers la société émettrice;

e) le solde tarifaire rapporté conformément au paragraphe 15, alinéa 3, et à prendre en compte pour l'établissement des coûts à couvrir durant l'exercice suivant par le troisième terme de la surcharge certificats verts;

f) le cas échéant, le montant nécessaire à un ajustement, à la hausse ou à la baisse, de la provision destinée à couvrir le coût de la première semestrialité relative à la prochaine opération de mobilisation;

g) le cas échéant, les éléments imprévus auxquels la société émettrice serait confrontée.

§ 12. Dans le respect des règles et délais fixés par la méthodologie tarifaire applicable au gestionnaire du réseau de transport local et sans préjudice d'une proposition tarifaire actualisée en cours d'année si des circonstances exceptionnelles devaient le justifier, ce dernier introduit une proposition tarifaire auprès de la CREG en vue, notamment, de l'ajustement du tarif pour le troisième terme de la surcharge certificats verts. Pour établir sa proposition tarifaire, le gestionnaire du réseau de transport local se base, d'une part, sur le rapport annuel mentionné au paragraphe 11, et, d'autre part, sur ses prévisions d'énergie prélevée les plus récentes pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'exercice suivant. La prévision d'énergie prélevée affichée pour le calcul de ce tarif tient compte d'un coefficient de sécurité devant à tout moment se situer entre la valeur minimale de 0,90 et la valeur maximale de 0,95 et visant à procurer une marge de sécurité raisonnable de manière à limiter la taille requise de la réserve de trésorerie de la société émettrice. Dans sa proposition tarifaire, le gestionnaire du réseau de transport local présente le calcul du tarif pour le troisième terme de la surcharge certificats verts en distinguant les composants spécifiques à chaque opération de mobilisation.

Le gestionnaire du réseau de transport local communique à la société émettrice une copie de sa proposition tarifaire en ce qui concerne le troisième terme de la surcharge certificats verts et l'informe des décisions de la CREG qui s'y rapportent.

§ 13. Au cas où le mandat du gestionnaire du réseau de transport local prend fin avant que tous les montants dus à la société émettrice en vertu des créances SEV cédées aient été facturés par le biais du troisième terme de la surcharge certificats verts et avant que le paiement de tous ces montants ait été entièrement reçu par la société émettrice :

1° la désignation d'un nouveau gestionnaire du réseau de transport local emporte, de plein droit, la reprise des droits et obligations relatifs aux opérations de mobilisation par le nouveau gestionnaire du réseau de transport local, y compris la facturation des montants envisagés dans les opérations de mobilisation restant au titre des créances SEV et du troisième terme de la surcharge sur la base de l'article 42bis pour le compte de la société émettrice ainsi que les autres obligations à l'égard de la société émettrice. Cette reprise intervient sans que le précédent gestionnaire du réseau ait droit à une indemnité;

2° la désignation d'un nouveau gestionnaire du réseau de transport local et la reprise des droits et obligations relatifs aux opérations de mobilisation n'affectent pas les droits acquis de la société émettrice sur les créances SEV en vertu des opérations de mobilisation et conformément au paragraphe 8.

§ 14. Les obligations contractées par la société émettrice dans le cadre d'une opération de mobilisation sont privilégiées par rapport aux créances SEV telles que celles-ci ont été acquises par la société émettrice avec les produits de ces obligations. Le privilège concerne les créances SEV, leurs accessoires et les montants perçus en raison de ces créances. Ce privilège a la même priorité que le droit de gage en vertu de l'article 57 du Titre XVII, Livre III, du Code civil.

Dans la mesure où les parties en ont convenu dans la convention-cadre et que cet accord en précise les modalités, notamment en ce qui concerne l'évaluation des créances SEV, en cas de défaut relatif aux créances garanties par le privilège prévu, les créanciers privilégiés peuvent procéder d'office, sans mise en demeure et sans décision judiciaire préalable, par la simple notification à la société émettrice et au gestionnaire du réseau de transport local, à la réalisation des créances SEV par l'appropriation ou la vente de ces créances.

Les créances SEV sont cessibles dans le contexte de la création d'une sûreté par la société émettrice ou suivant la réalisation d'un privilège ou sûretés sur les créances SEV, à condition que toute cession soit notifiée au Gouvernement et au gestionnaire du réseau de transport local.

Sauf convention contraire, une appropriation ou une vente emporte de plein droit le transfert de toutes les créances SEV existantes et à facturer et de tous les droits de la société émettrice vis-à-vis du gestionnaire du réseau de transport local.

§ 15. Dans les vingt jours suivant la clôture de chaque trimestre, sans préjudice des dispositions de l'article 42/1, § 2, alinéa 2, le gestionnaire du réseau de transport local informe l'Administration et la CREG des éléments relatifs au troisième terme de la surcharge certificats verts enregistrés à son bilan.

Pour le 15 août de chaque année, le gestionnaire du réseau de transport local établit un rapport qui reprend au minimum, pour chacun des mois de la période du 1^{er} juillet de l'exercice précédent au 30 juin de l'exercice en cours, pour le périmètre d'application du troisième terme de la surcharge certificats verts :

- a) le volume d'énergie prélevée prévu lors de la proposition tarifaire concernée;
- b) le montant prévisionnel correspondant attendu;
- c) le volume d'énergie prélevée réel constaté;
- d) le montant effectivement facturé par le gestionnaire du réseau de transport local et
- e) la différence, positive ou négative, entre le montant prévisionnel et le montant effectivement facturé.

Le solde tarifaire, constitué d'une part, des montants impayés mentionnés au paragraphe 10, alinéa 3, et, d'autre part, de la différence mentionnée au point e) calculée sur la période du 1^{er} juillet de l'exercice précédent au 30 juin de l'exercice en cours, fait partie des coûts à couvrir durant l'exercice suivant par le troisième terme de la surcharge certificats verts. Le cas échéant, ce solde tarifaire comporte également les régularisations de soldes tarifaires antérieurs.

Ce rapport est transmis par le gestionnaire du réseau de transport local à la société émettrice, à la CREG et au Gouvernement.

§ 16. Le gestionnaire du réseau de transport local tient en permanence un registre des créances SEV cédées à la société émettrice. Ce registre comporte au minimum pour chaque créance SEV cédée :

- a) l'opération de mobilisation;
- b) la date de fixation;
- c) la date de cession;
- d) le nombre de certificats verts concernés;
- e) le montant initial de la créance SEV cédée;
- f) le montant des coûts additionnels déterminés conformément au paragraphe 9;
- g) le solde actualisé de la créance SEV.

Ce registre fait foi entre le gestionnaire de réseau de transport local et la société émettrice et vis-à-vis des tiers à ces informations, sauf preuve contraire. Il est communiqué trimestriellement par le gestionnaire de réseau de transport local à l'Administration et à la société émettrice.

Le gestionnaire de réseau de transport local établit trimestriellement la liste des débiteurs du troisième terme de la surcharge certificats verts et la communique à l'Administration en y indiquant le montant facturé par débiteur.

§ 17. Pour chaque opération de mobilisation, le montant des coûts engendrés par les achats des certificats verts qui seront à couvrir par le composant dédié du troisième terme de la surcharge certificats verts mentionné au paragraphe 11, alinéa 2, c) comprend la somme des éléments suivants :

- a) le montant égal à la quantité prévue de certificats verts achetés par le gestionnaire du réseau de transport local et concernés par cette opération de mobilisation, multiplié par le prix minimum garanti par certificat vert;
- b) le montant des frais résultant de la mise en place de l'émission (tels que détaillés dans la convention-cadre) y inclus les frais de couverture du taux d'intérêt (si applicable à l'émission);

c) le montant requis de la réserve de trésorerie nécessaire pour l'émission; et

d) les coûts de financement des montants a), b) et c) sur la durée contractuelle anticipée et comprenant, au moins, le taux d'intérêt annuel de l'émission (incluant la marge due aux investisseurs obligataires).

Les coûts annuels des prestations de service facturées par le gestionnaire du réseau de transport local à la société émettrice, et les frais annuels de fonctionnement de la société émettrice constituent un ensemble spécifique rapporté conformément au paragraphe 11, alinéa 2, a), et sont pris en compte comme un composant dédié spécifique pour le calcul du troisième terme de la surcharge certificats verts dès la première opération de mobilisation.

Dans l'éventualité où il resterait un reliquat d'une émission non utilisé pour un achat de créances SEV avant le 31 décembre de l'année de l'émission concernée :

a) si une nouvelle opération de mobilisation est décidée ultérieurement par le Gouvernement conformément au paragraphe 6 :

(i) la quantité des certificats verts qui n'a pas encore été rattachée à une cession de créance SEV est affectée par priorité à la première cession de créances SEV de la nouvelle opération de mobilisation. Si cette disposition reste insuffisante pour résorber la totalité de la quantité mentionnée ci-avant, de nouvelles cessions de créances SEV sont organisées dès que des certificats verts sont achetés par le gestionnaire du réseau de transport local dans le cadre de l'obligation de service public visée à l'article 34, 4^o, d), jusqu'à ce que le reliquat soit ramené à zéro;

(ii) le montant du reliquat est pris en compte pour la détermination des coûts mentionnés aux points a) à d) du premier alinéa et relatifs à la nouvelle opération de mobilisation, à condition que, pour le point d), le taux d'intérêt à prendre en compte soit le taux de l'émission concernée;

(iii) les coûts correspondants qui avaient été pris en compte dans le cadre de l'émission concernée sont rectifiés dans le cadre du prochain rapport annuel mentionné au paragraphe 11;

(iv) pour l'application du paragraphe 9, un coût égal au taux d'intérêt de l'émission appliqué au montant du reliquat sera pris en compte pour la période entre la date de l'émission concernée et la date à laquelle le reliquat est utilisé pour l'achat des créances SEV; ou

b) si l'émission concernée est la dernière émission de la société émettrice dans le cadre du mécanisme de mobilisation, pour l'application du paragraphe 9 un coût égal au taux d'intérêt de l'émission concernée appliqué au montant du reliquat sera pris en compte pour la période entre la date de l'émission concernée et la date du remboursement final des instruments financiers de cette émission.

La détermination, la facturation et l'encaissement des créances SEV et du troisième terme de la surcharge certificats verts, y compris l'élaboration des propositions tarifaires, seront gérés en poursuivant l'objectif que, après le remboursement de tous les instruments financiers émis par la société émettrice et le paiement de ses autres obligations, la société émettrice ne dispose plus d'aucun montant encaissé par le biais du troisième terme de la surcharge certificats verts.

§ 18. Par dérogation aux paragraphes 5, 6 et 11, les dispositions relatives à la première opération de mobilisation sont fixées comme suit :

a) le nombre maximal de certificats verts à traiter dans le cadre de cette opération est de 7.500.000 certificats verts;

b) le coût annuel maximal relatif à l'année 2020 et qui peut être pris en compte dans le rapport annuel visé au paragraphe 11 est de 45.000.000 euros dans l'hypothèse où la durée contractuelle anticipée est de vingt ans et de 51.000.000 euros si cette durée est de quinze ans;

c) la durée contractuelle anticipée des instruments financiers est inférieure ou égale à 21 ans; la durée contractuelle maximale est inférieure ou égale à 25 ans;

d) pour le 1^{er} octobre 2019, le Gouvernement fixe dans une décision notamment la fourchette entre le taux d'intérêt minimal et le taux d'intérêt maximal pour l'émission correspondante, la fourchette entre la durée contractuelle anticipée minimale et la durée contractuelle anticipée maximale des instruments financiers concernés; ces conditions sont fixées sur base de la méthodologie établie par l'organisme financier de financement mentionné au paragraphe 1^{er} en collaboration avec la société émettrice, et transmise au Gouvernement par écrit avant la date de la décision. Cette décision mentionne également qu'il revient au Gouvernement ou à son délégué de confirmer le placement et les conditions finales liées aux conditions du marché applicables au moment de l'émission envisagée, notamment la durée contractuelle anticipée et le taux d'intérêt. Le Gouvernement notifie cette décision, dans les dix jours de la date de la décision, à la société émettrice, à l'organisme financier, au gestionnaire du réseau de transport local et à la CREG;

e) le cas échéant, après les désignations mentionnées au paragraphe 1^{er}, le Gouvernement notifie dans les meilleurs délais, à la CREG, au gestionnaire du réseau de transport local et à la société émettrice, le montant des coûts antérieurs à ces désignations et qui doit être pris en compte pour l'établissement du rapport annuel mentionné au paragraphe 11 et relatif à la première émission.

Par dérogation aux dispositions prévues au paragraphe 7, pour l'année 2019, la société émettrice lance la procédure dans les meilleurs délais dans l'objectif de procéder à l'émission des instruments financiers avant le 30 novembre 2019, à condition que les limites et conditions fixées au 1^{er} alinéa, dans la décision du Gouvernement mentionnée au 1^{er} alinéa et dans la convention-cadre, soient respectées.

Dans les dix jours de la date de clôture de l'émission, la société émettrice notifie au Gouvernement et au gestionnaire du réseau de transport local, le montant définitif levé par l'émission, le montant définitif qui est disponible pour l'achat de créances SEV, le taux d'intérêt définitif obtenu, la durée contractuelle anticipée choisie, ainsi que le montant définitif relatif à l'année 2020 et, le cas échéant, pour l'année 2019, qui est à couvrir par le premier composant dédié du troisième terme de la surcharge certificats verts.

Par dérogation au paragraphe 11, le rapport à transmettre pour l'année 2019 est fixé à la date de clôture de la première émission, majorée de dix jours. ».

§ 19. Avant le 31 décembre de chaque année, le Gouvernement dépose un rapport de synthèse au Parlement concernant le suivi des opérations de mobilisation.

Art. 7. A l'article 42*bis* du même décret, inséré par le décret du 11 décembre 2013 et remplacé par le décret du 12 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° les paragraphes 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

“ § 1^{er}. L'ensemble des coûts induits par les obligations de service public supportées par le gestionnaire de réseau de transport local conformément aux articles 34, 4°, *d*), *e*), *f*) et *i*), sont couverts par une surcharge, due par les clients finals raccordés à un niveau de tension inférieur ou égal à 70 kV. Cette surcharge comporte :

a) un premier terme destiné à couvrir tous les coûts relatifs aux obligations de service public visées aux articles 34, 4°, *d*) et *f*), à l'exclusion des coûts liés aux achats de certificats verts visés aux points *d*) et *f*) et concernés par une opération de mobilisation. A partir du 1^{er} janvier 2020, ce premier terme couvre également les coûts relatifs à l'obligation de service public visée à l'article 34, 4°, *e*);

b) un deuxième terme destiné à couvrir les coûts relatifs à l'obligation de service public visée à l'article 34, 4°, *e*), jusqu'au 31 décembre 2019; et

c) un troisième terme destiné à couvrir les coûts relatifs à l'obligation de service public visée à l'article 34, 4°, *i*).

Le premier terme de la surcharge et le troisième terme de la surcharge sont dus sur chaque kWh que les clients finals prélèvent du réseau pour leur usage propre. Pendant la période durant laquelle l'exonération partielle du premier terme de la surcharge est d'application conformément au paragraphe 5 du présent article, le deuxième terme de la surcharge est appliqué au prorata de la quantité d'énergie exonérée par les intervenants facturant aux clients finals bénéficiant de cette exonération partielle.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de transport local facture le premier terme et le troisième terme de la surcharge certificats verts aux détenteurs d'accès et aux gestionnaires de réseau de distribution. Si les détenteurs d'accès et les gestionnaires de réseau de distribution ne consomment pas eux-mêmes les kWh prélevés du réseau, ils peuvent répercuter et facturer cette surcharge à leurs propres clients, jusqu'au moment où cette surcharge est finalement facturée aux consommateurs finals de ces kWh.

§ 2*bis*. Le troisième terme de la surcharge est mentionné explicitement et séparément des autres tarifs et taxes, redevances et surcharges sur les factures aux gestionnaires de réseau de distribution et aux détenteurs d'accès.

§ 2*ter*. Aucune compensation ne peut être opérée entre, d'une part, des montants dus au gestionnaire de réseau de transport local ou à la société émettrice en vertu des créances SEV ou du troisième terme de la surcharge certificats verts et, d'autre part, n'importe quel autre montant dû par le gestionnaire de réseau de transport local ou par la société émettrice. »;

2° au paragraphe 5, alinéa 3, les mots « qui est appliqué par les intervenants facturant aux clients finals bénéficiant de l'exonération partielle visée à l'alinéa 1^{er}, au prorata de la quantité d'énergie exonérée » sont supprimés;

3° au paragraphe 8, alinéa 1^{er}, 2°, le mot « second » est remplacé par le mot « deuxième ».

Art. 8. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2019.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi
et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué
à la Grande Région,
R. COLLIN

Le Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

—
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1322 (2018-2019) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2019.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202516]

2. MAI 2019 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2019 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1. Artikel 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts wird durch die Ziffern 67 bis 75 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

67° "Mobilisierungsmechanismus": das Finanzierungssystem durch Mobilisierung von FGE-Schuldforderungen, das unter Einschaltung einer ausgebenden Gesellschaft gemäß Artikel 42/2 umgesetzt wird;

68° "Mobilisierungsmaßnahme": eine wirksame Umsetzung des Mobilisierungsmechanismus durch die Ausgabe von Finanzinstrumenten;

69° "FGE-Schuldforderung": die Schuldforderung zur Förderung von grüner Energie, die sich aus den in Artikel 42/2, §§ 8 und 9 genannten Rechten und Beträgen zusammensetzt;

70° "Ausgebende Gesellschaft": eine Finanzierungsgesellschaft, die in FGE-Schuldforderungen investiert und die für eine oder mehrere Mobilisierungsmaßnahmen gegründet wurde;

71° "Abschlussdatum": der Tag der Ausgabe von Finanzinstrumenten, die sich auf eine Mobilisierungsmaßnahme beziehen;

72° "Datum der Festsetzung": das Datum, an dem die durch FGE-Schuldforderungen zu deckenden Kosten gemäß Artikel 42/2 § 8 endgültig festgelegt werden;

73° "Datum der Abtretung": das in der Rahmenvereinbarung festgelegte Datum der Abtretung einer FGE-Schuldforderung;

74° "Rahmenvereinbarung": die zwischen der ausgebenden Gesellschaft und dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes gemäß Artikel 42/2 § 3 abgeschlossene Vereinbarung sowie die weiteren gemäß dieser Vereinbarung abgeschlossenen Vereinbarungen, einschließlich Vereinbarungen über die Abtretung von Schuldforderungen;

75° "Tarifaufschlag Grüne Zertifikate"; der in Artikel 42bis § 1 genannte Tarifaufschlag."

Art. 2 - In Artikel 34 Ziffer 4 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° unter Buchstabe *f*) wird zwischen die Wortfolge "nicht verkaufen könnten" und die Wortfolge "zwecks ihrer" die Wortfolge "oder die ihnen von ihnen gemäß Artikel 42 § 6, 2° oder Artikel 42/1, § 7bis zurückgekauft würden," eingefügt und wird das Wort "Löschung" durch das Wort "Annullierung" ersetzt;

2° nach Buchstabe *h*) wird ein Buchstabe *i*) mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"i) für den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes die Kosten im Zusammenhang mit den Mobilisierungsmaßnahmen gemäß Artikel 42/2, einschließlich der Kosten für den Kauf von grünen Zertifikaten gemäß den Buchstaben *d*) und *f*), die von einer Mobilisierungsmaßnahme betroffen sind, übernehmen."

Art. 3 - In Artikel 40 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007 und abgeändert durch die Dekrete vom 11. Dezember 2013 und vom 12. Dezember 2014 wird das Wort "entfernt" durch das Wort "annulliert" ersetzt und wird zwischen die Wortfolge "von der Verwaltung" und die Wortfolge "geführten Datenbank" die Wortfolge "gegebenenfalls im Rahmen einer Mobilisierungsmaßnahme" eingefügt.

Art. 4 - In Artikel 42 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter "entfernt" werden jeweils durch die Wörter "annulliert" ersetzt;

2° in Paragraph 6 wird zwischen Ziffer 1 und Ziffer 2 eine Ziffer 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"2° in den neun Monaten vor dem Enddatum jeder in der Vereinbarung nach § 3 Absatz 3 identifizierten Stilllegung als Reserve und nach Abstimmung mit der Verwaltung kann der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes grüne Zertifikate erwerben, die Gegenstand der betreffenden Stilllegung sind, mit dem Ziel, diese Zertifikate einer FGE-Schuldforderung zuzuweisen. Diese Zertifikate werden zu dem Preis erworben, zu dem sie von den Personen erworben wurden, die die in Paragraph 1 genannte Aufgabe erhalten haben;"

3° in Paragraph 6 Ziffer 2, umbenannt in Ziffer 3, wird zwischen die Wortfolge "und nicht in Anwendung von Ziffer 1 auf dem Markt verkauft werden konnten," und die Wortfolge "vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes als Verpflichtung öffentlichen Dienstes gekauft" die Wortfolge "und nicht in Anwendung von Ziffer 2 durch den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes gekauft werden konnten" eingefügt;

4° in Paragraph 6 wird der letzte Satz, der mit dem Wort "Wenn" beginnt und mit dem Wort "vornehmen" endet, gestrichen;

5° in Paragraph 7 wird zwischen Ziffer 3 und Ziffer 4 eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

4° Im Laufe der neun Monate vor dem Enddatum jeder Stilllegung als Reserve erwirbt der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes grüne Zertifikate von Personen die die in Paragraph 1 genannte Aufgabe erhalten haben unter Einhaltung der Bedingungen gemäß § 6 Ziffer 2 und nach den Modalitäten, die in der Vereinbarung nach § 3 festgelegt sind;"

6° in § 7 Ziffer 4, umbenannt in Ziffer 5, wird die Wortfolge "gemäß § 6 Ziffer 2" durch die Wortfolge "gemäß § 6 Ziffer 3" ersetzt;

7° in § 7 wird Ziffer 5 zu Ziffer 6; nach der Wortfolge "kraft § 6 Ziffer 2" wird die Wortfolge "und § 6 Ziffer 3" eingefügt; die Wortfolge ", außer im Falle einer neuen Stilllegung als Reserve gemäß § 6 Ziffer 2" wird gestrichen;

8° in § 9 Absatz 1 wird die Wortfolge "im Verhältnis zu den freigestellten Energiemengen. Am Ende des Zeitraums, im Laufe dessen die in Artikel 42bis, § 5 erwähnte Teilbefreiung des ersten Parameters des Tarifaufschlags gültig ist, werden die finanziellen und administrativen Lasten, die sich aus der Durchführung der in § 1 genannten Aufgabe ergeben, auf die gleiche Weise wie der erste Parameter des Tarifaufschlags gemäß Artikel 42bis, § 2 berechnet." durch die Wortfolge "im Verhältnis zu den bis am 31. Dezember 2019 freigestellten Energiemengen. Ab dem 1. Januar 2020 werden die finanziellen und administrativen Lasten, die sich aus der Durchführung der in § 1 genannten Aufgabe ergeben, gemäß Artikel 42bis § 2 dem ersten Parameter des Tarifaufschlags angerechnet."

Art. 5 - In Artikel 42/1 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

3° In Paragraf 1 Absatz 2 wird das Wort "entfernt" durch das Wort "annulliert" ersetzt;

2° in § 2 Absatz 2 wird zwischen die Wortfolge "zwischen den als Einnahmen gebuchten Beträgen einerseits, die infolge" und die Wortfolge "der Anwendung des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate erzielt wurden," die Wortfolge "der Abtretung von FGE-Schuldforderungen nach Artikel 42/2 § 8 Absatz 5 und" eingefügt;

3° es wird ein Paragraf 7bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« § 7bis. Unbeschadet der Bestimmungen von § 7 des vorliegenden Artikels schlägt der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes der Verwaltung ab dem 1. Juli 2019 bis zum 15. Oktober eines jeden Jahres nach Rücksprache mit der in Artikel 42/2 genannten ausgebenden Gesellschaft die Anzahl der verzögert ausgegebenen grünen Zertifikate vor, die er zu erwerben hat, um unter Berücksichtigung der Bestimmungen des Artikels 42/2 § 8 Absatz 7 eine schrittweise Verringerung der Menge der verzögert ausgegebenen grünen Zertifikate zu ermöglichen. Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes übermittelt eine Kopie seines Vorschlags an die in § 3 bezeichnete Person.

Innerhalb von 30 Tagen nach Erhalt des Vorschlags des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes validiert die Verwaltung die Anzahl der verzögert ausgegebenen grünen Zertifikate, die vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes zu kaufen sind.

Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes kauft die Anzahl der verzögert ausgegebenen grünen Zertifikate innerhalb von dreißig Tagen nachdem diese Anzahl von der Verwaltung validiert wurde. »;

4° in § 8 Absatz 1 wird zwischen die Wortfolge "1° vor dem 31. Januar eines jeden Jahres" und die Wortfolge "übermittelt die in Paragraf 3 bestimmte Person" die Wortfolge "und nach jeder Bewegung in dem nachstehend genannten Inventar" eingefügt;

5° In § 9 wird zwischen die Wortfolge "die Gegenstand einer in § 7 Ziffer 1" und die Wortfolge "erwähnten Verzögerungsmaßnahme" die Wortfolge "und in § 7bis" eingefügt.

Art. 6 - In dasselbe Dekret wird ein neuer Artikel 42/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 42/2. § 1 - Im Rahmen der Verpflichtung öffentlichen Dienstes nach Artikel 34 Ziffer 4 Buchstaben d und f wird ein Mobilisierungsmechanismus eingeführt.

Wenn der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes davon ausgeht, dass er eine beträchtliche Menge an grünen Zertifikaten zu einem garantierten Mindestpreis gemäß Artikel 34 Ziffer 4 Buchstaben d und f erwerben muss, nutzt er den Mobilisierungsmechanismus innerhalb der in den Absätzen 5 ff. genannten Grenzen in Zusammenarbeit mit dem von der Regierung ausgewählten Finanzinstitut und der mit Zustimmung der Regierung gegründeten ausgebenden Gesellschaft. Die Regierung teilt dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes die Benennung dieses Finanzinstituts und der ausgebenden Gesellschaft so bald wie möglich nach Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets mit.

Der Mobilisierungsmechanismus bezieht sich ausschließlich auf grüne Zertifikate, die unbeschadet früherer Verkäufe nach Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets an den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes verkauft wurden.

§ 2. Der Mobilisierungsmechanismus beinhaltet die folgenden Elemente:

1° die Abtretung einer oder mehrerer FGE-Schuldforderungen durch den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes an die ausgebende Gesellschaft zu einem gemäß der Rahmenvereinbarung festgelegten Betrag;

2° die Finanzierung der ausgebenden Gesellschaft für diesen Betrag, hauptsächlich durch die Ausgabe von Finanzinstrumenten durch letztere;

3° die Einziehung der FGE-Schuldforderungen durch Inrechnungstellung des dritten Parameters des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate durch den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes an die Betreiber von Verteilernetzen und die Zugangsinhaber, die für Netzbenutzer zuständig sind, die direkt an das Netz des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes angeschlossen sind;

4° die Übertragung dieser Beträge durch den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes an die ausgebende Gesellschaft nach den in der Rahmenvereinbarung festgelegten Modalitäten.

§ 3. Zwischen dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes und der ausgebenden Gesellschaft wird vor der Umsetzung des Mobilisierungsmechanismus eine Rahmenvereinbarung getroffen. Diese Rahmenvereinbarung wird vor deren Abschluss der Regierung und der CREG mitgeteilt.

§ 4. Für den 1. März und den 1. Oktober eines jeden Jahres veröffentlicht die Verwaltung eine detaillierte Prognose der erwarteten Entwicklung dieses Marktes über einen Mindestzeitraum der nächsten fünf Jahre. Diese Prognose umfasst mehrere Szenarien, die die Auswirkungen der wichtigsten Parameter, die diese Entwicklung beeinflussen, widerspiegeln.

Innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Abschluss jedes Halbjahres teilt der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes der Regierung und der CREG die voraussichtlichen Mengen der grünen Zertifikate für die nächsten achtzehn Monate mit, die ihm zum Kauf angeboten werden können, ggf. unter Angabe des voraussichtlichen Volumens der grünen Zertifikate, das für eine künftige vorbereitende Akte gemäß § 5 zu berücksichtigen ist, um die Auswirkungen dieser grünen Zertifikate auf den ersten Parameter des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate zu begrenzen.

§ 5. Auf der Grundlage dieser Angaben kann die Regierung bis 2024 vor dem 31. Oktober eines jeden Jahres den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes, das in Paragraf 1 genannte Finanzinstitut und die ausgebende Gesellschaft mitteilen, dass sie beabsichtigt, im folgenden Haushaltsjahr eine Mobilisierungsmaßnahme durchzuführen. Auf dieser Grundlage erstellt der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes in Absprache mit der ausgebenden Gesellschaft und

dem in Paragraph 1 genannten Finanzinstitut eine vorbereitende Akte für eine Mobilisierungsmaßnahme. Diese vorbereitende Akte wird der Regierung und der CREG bis spätestens 15. Januar des folgenden Jahres übermittelt.

Die vorbereitende Akte für eine Mobilisierungsmaßnahme muss einen vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes festgelegten technischen Teil und einen von der ausgebenden Gesellschaft festgelegten finanziellen Teil umfassen. Der technische Teil wird vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes an die ausgebende Gesellschaft übermittelt; der finanzielle Teil wird von der ausgebenden Gesellschaft an den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes übermittelt. Dieser finanzielle Teil umfasst insbesondere eine Methodik, die von dem in Paragraph 1 genannten Finanzinstitut in Zusammenarbeit mit der ausgebenden Gesellschaft entwickelt wurde, um der Regierung die Wahl unter anderem der minimalen erwarteten Vertragslaufzeit, der maximalen erwarteten Vertragslaufzeit, des Mindestzinssatzes, des Höchstzinssatzes und der maximalen jährlichen Kosten der geplanten Mobilisierungsmaßnahme zu erleichtern.

§ 6. Die CREG erteilt der Regierung innerhalb von 30 Tagen nach Erhalt der in Paragraph 5 Absatz 1 genannten vorbereitenden Akte eine Stellungnahme und übermittelt dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes und der ausgebenden Gesellschaft eine Kopie. Innerhalb von 15 Tagen nach Erhalt der Stellungnahme der CREG zu der vorbereitenden Akte können der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes und die ausgebende Gesellschaft gegebenenfalls eine angepasste vorbereitende Akte erstellen, indem sie einen oder mehrere der von der CREG in ihrer Stellungnahme genannten Punkte korrigieren. Innerhalb von 30 Tagen nach Erhalt der Stellungnahme der CREG oder gegebenenfalls der angepassten vorbereitenden Akte entscheidet die Regierung, ob sie die Mobilisierungsmaßnahme durchführen lassen will oder nicht. Beschließt die Regierung, die Mobilisierungsmaßnahme durchführen zu lassen, so trifft sie eine Entscheidung, in der sie insbesondere in Übereinstimmung mit der Rahmenvereinbarung und auf der Grundlage der in der vorbereitenden Akte dargelegten Methodik die folgenden Bedingungen festlegt: den Bereich zwischen der minimalen und maximalen Anzahl von grünen Zertifikaten, die im Rahmen der Maßnahme zu behandeln sind, den Bereich zwischen dem Mindestzinssatz und dem Höchstzinssatz für die entsprechende Ausgabe, den Bereich zwischen der minimalen und maximalen erwarteten Vertragslaufzeit der betreffenden Finanzinstrumente sowie, ausgedrückt gemäß den oben genannten Parametern, die maximalen jährlichen Kosten für das Jahr nach der Ausgabe, die in dem in Paragraph 11 genannten Jahresbericht berücksichtigt werden können. In dieser Entscheidung wird auch erwähnt, dass es der Regierung oder ihrem Stellvertreter obliegt, die Anlage und die endgültigen Bedingungen im Zusammenhang mit den zum Zeitpunkt der vorgeschlagenen Ausgabe geltenden Marktbedingungen zu bestätigen, insbesondere die voraussichtliche Vertragslaufzeit und den Zinssatz der Finanzinstrumente. Die Bedingungen dieser Entscheidung stellen auch sicher, dass die in Artikel 34, 4^o, i) genannten Beträge nicht in der Bilanz des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes erfasst werden und dass die Abtretungen von FGE-Schuldforderungen durch den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes an die ausgebende Gesellschaft ohne jegliche Garantie ihrerseits und ohne Rechtsanspruch auf sie erfolgt.

Die Regierung teilt ihre Entscheidung innerhalb von zehn Tagen der ausgebenden Gesellschaft, dem in § 1 genannten Finanzinstitut, dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes und der CREG mit.

§ 7. Innerhalb von 120 Tagen nach der Mitteilung der Regierung leitet die ausgebende Gesellschaft in Zusammenarbeit mit dem in Paragraph 1 genannten Finanzinstitut das Verfahren zur Ausgabe von Finanzinstrumenten ein, sofern die in der Entscheidung der Regierung und in der Rahmenvereinbarung festgelegten Grenzen und Bedingungen eingehalten werden. Innerhalb von zehn Tagen nach dem Abschlussdatum der Ausgabe teilt die ausgebende Gesellschaft der Regierung und dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes sowie der CREG zur Information den zum Zeitpunkt der Ausgabe erhobenen endgültigen Betrag, den endgültigen Betrag, der für den Kauf von FGE-Schuldforderungen zur Verfügung steht, und die endgültige Anzahl der entsprechenden grünen Zertifikate, die gewählte vorzeitige Vertragslaufzeit, die maximale Vertragslaufzeit der ausgegebenen Finanzinstrumente, den erzielten Endzinssatz und den endgültigen jährlichen Betrag im Zusammenhang mit dieser Mobilisierungsmaßnahme mit einer spezifischen Komponente des dritten Parameters des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate mit. Gegebenenfalls umfasst der letztgenannte Betrag den Jahresbetrag, der sich auf den Saldo eines früheren Geschäftsjahres gemäß Paragraph 17 bezieht.

§ 8. Spätestens 20 Tage vor dem Tag jeder vorgesehenen Abtretung von FGE-Schuldforderungen beraten der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes und die ausgebende Gesellschaft miteinander und bestimmen in Übereinstimmung mit den in der Rahmenvereinbarung festgelegten Modalitäten:

a) die Anzahl der grünen Zertifikate, die bei dieser Abtretung zu berücksichtigen sind; sie wählen die grünen Zertifikate aus denjenigen aus, die vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes gemäß den Artikel 34 Ziffer 4 Buchstaben d) und f) gekauft wurden;

b) die Berechnung des Betrags der Kosten im Zusammenhang mit diesem Ankauf, der durch die spezifische Komponente des dritten Parameters des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate gemäß Paragraph 17 zu decken ist;

(c) einen Vorschlag für das Datum der Abtretung der betreffenden FGE-Schuldforderungen.

Der Vorschlag mit dem Datum der Abtretung, der Anzahl der grünen Zertifikate unter Buchstabe a) und dem Betrag unter Buchstabe b) wird der Regierung oder ihrem Stellvertreter schriftlich mitgeteilt. Wenn die Regierung oder ihr Stellvertreter nicht innerhalb von 10 Arbeitstagen der ausgebenden Gesellschaft und dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes ihren schriftlichen Einspruch mitteilt, gilt dieser Vorschlag als bestätigt. Das Datum der Festsetzung ist der erste Werktag nach Ablauf dieser Frist.

Am Datum der Festsetzung wird der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes automatisch zum alleinigen Inhaber eines unwiderruflichen subjektiven Anspruchs auf Wiedereinziehung durch Inrechnungstellung des dritten Parameters des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate, (i) des in Buchstabe b) genannten Betrags, und (ii) gegebenenfalls der gemäß Paragraph 9 ermittelten zusätzlichen Kosten.

Nach dem Datum der Festsetzung sind die grünen Zertifikate für die betreffende Abtretung nicht länger zulässig für die Durchführung jeglicher Verzögerungsmaßnahme und werden in der Datenbank der Verwaltung annulliert.

Am Datum der Abtretung überträgt der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes die FGE-Schuldforderung an die ausgebende Gesellschaft gemäß den in der Rahmenvereinbarung festgelegten Modalitäten.

Mit den im Rahmen einer Ausgabe von Finanzinstrumenten aufgenommenen Beträgen, die sich aus einer bestimmten Mobilisierungsmaßnahme ergeben, kauft die ausgebende Gesellschaft mehrere FGE-Schuldforderungen, die nach unterschiedlichen Abtretungsdaten gestaffelt sind.

Ab dem 1. Juli 2020 stellt der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes im Rahmen der ihm zur Verfügung stehenden Mittel sicher, dass die letzte Abtretung von FGE-Schuldforderungen im Zusammenhang mit einer bestimmten Mobilisierungsmaßnahme vor dem 31. Dezember des Jahres der betreffenden Ausgabe den vollen Betrag der zum Zeitpunkt der Ausgabe aufgenommenen und für den Kauf von FGE-Schuldforderungen verfügbaren Restbeträge ausschöpft.

§ 9. Für jede FGE-Schuldforderung kann der rückforderbare Betrag dieser Forderung gemäß Paragraph 8 um den Betrag erhöht werden, der zur Deckung angemessener Kosten gemäß Paragraph 17 Absatz 2 erforderlich ist, die nach dem Datum der Festsetzung dieser FGE-Schuldforderung entstanden sind oder anfallen werden.

Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes und die ausgebende Gesellschaft beraten miteinander und bestimmen falls erforderlich in Übereinstimmung mit den in der Rahmenvereinbarung festgelegten Modalitäten die Anpassung des rückforderbaren Betrags der FGE-Schuldforderung. Diese Anpassung kann sich aus neuen Kosten ergeben oder aus höheren Kosten als jene, die bei der Ermittlung des rückforderbaren Betrags der FGE-Schuldforderung berücksichtigt werden.

Ein Vorschlag über den Betrag dieser Anpassung wird dem Minister und, zur Stellungnahme an den Minister innerhalb von zehn Arbeitstagen, der CREG schriftlich mitgeteilt. Wenn der Minister nicht innerhalb von zwanzig Arbeitstagen der ausgebenden Gesellschaft, der CREG und dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes seinen schriftlichen Einspruch mitteilt, gilt dieser Vorschlag als bestätigt. Ab dem ersten Arbeitstag nach Ablauf dieser Frist wird der rückforderbare Betrag der betreffenden FGE-Schuldforderung von Rechts wegen bis zum validierten Betrag der Anpassung erhöht.

Alle gemäß Paragraph 9 festgesetzten Beträge werden in den in Paragraph 12 vorgesehenen Tarifvorschlag zur Anpassung des Tarifs für den dritten Parameter des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate aufgenommen.

§ 10. Vor dem Datum der Abtretung einer FGE-Schuldforderung ist der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes der Gläubiger und alleinige Inhaber dieser FGE-Schuldforderung. Nach diesem Datum wird die ausgebende Gesellschaft von Rechts wegen zum unwiderruflichen und ausschließlichen Inhaber der abgetretenen FGE-Schuldforderung, mit Ausnahme des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes und seiner Gläubiger. Nach dem gleichen Datum werden Personen, denen der dritte Parameter des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate in Rechnung gestellt wird, automatisch zu direkten Schuldnern der ausgebenden Gesellschaft bis zum Betrag des dritten Parameters, der ihnen aufgrund dieser Abtretung in Rechnung gestellt wird.

Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes stellt den dritten Parameter des Tarifaufschlags gemäß Artikel 42*bis* in Rechnung und er ist weiterhin für die Einziehung bei den Betreibern von Verteilernetzen von Verteilernetzbetreibern und Zugangsinhabern im Namen der ausgebenden Gesellschaft verantwortlich. Sie überweist der ausgebenden Gesellschaft die eingezogenen Beträge gemäß den in der Rahmenvereinbarung festgelegten Modalitäten.

Stellt der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes fest, dass die Beträge, die bestimmten seiner Schuldner für den dritten Parameter des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate in Rechnung gestellt wurden, endgültig unbezahlt bleiben, so werden diese Beträge in den in Paragraph 15 beschriebenen Tarifsaldo unter den Kosten aufgenommen, die über den dritten Parameter des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate einzuziehen sind.

Die Rechnungsbeträge des dritten Parameters des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate werden erst ab dem Zeitpunkt auf die FGE-Schuldforderungen angerechnet, an dem die ausgebende Gesellschaft diese Beträge tatsächlich erhalten hat.

§ 11. Spätestens am 1. September eines jeden Jahres übermittelt die ausgebende Gesellschaft dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes einen Jahresbericht, in dem sie alle finanziellen Informationen über den dritten Parameter des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate im Hinblick auf die Ausarbeitung des Tarifvorschlags für das folgende Haushaltsjahr bereitstellt. Überschreitet der Zeithorizont des Tarifvorschlags das folgende Haushaltsjahr, so beraten die ausgebende Gesellschaft und der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes miteinander, um den Bericht zu vervollständigen und indikative Prognosewerte für die Bewertung des dritten Parameters des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate über den gesamten Zeithorizont festzulegen.

Der Jahresbericht wird nach einer Berichtsvorlage erstellt, die in der Rahmenvereinbarung beschrieben ist und mindestens Folgendes umfasst:

a) die Betriebskosten der ausgebenden Gesellschaft, die nicht spezifisch auf eine Ausgabe entfallen, und die einmaligen Kosten einer Ausgabe sowie die Prognose dieser beiden Arten von Kosten für das laufende und das folgende Geschäftsjahr;

b) die Haushaltsabweichung in Bezug auf die unter Buchstabe a) genannten Kosten, die nach einer mit Gründen versehenen Stellungnahme der ausgebenden Gesellschaft bei der Festlegung der Kosten, die im folgenden Haushaltsjahr durch den dritten Parameter des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate gedeckt werden müssen, berücksichtigt wird;

c) individuell für jede Mobilisierungsmaßnahme die jährlichen Gesamtkosten, die durch den dritten Parameter des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate gedeckt werden müssen, wobei insbesondere die Beträge anzugeben sind, die erforderlich sind, um das für jede Mobilisierungsmaßnahme fällige Kapital und die Zinsen fristgerecht zu zahlen, die damit spezifisch verbundenen wiederkehrenden Betriebskosten zu zahlen und die Liquiditätsreserve der ausgebenden Gesellschaft auf dem erforderlichen Niveau zu halten, das Anfangsdatum der Gültigkeitsdauer dieser Kosten und den Hinweis auf die Entscheidung der Regierung vor der Ausgabe der betreffenden Maßnahme;

d) die zeitliche Entwicklung der Beträge, die sich auf den dritten Parameter des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate beziehen, und die vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes der ausgebenden Gesellschaft übermittelt wurden;

e) den gemäß Paragraf 15 Absatz 3 ausgewiesenen Tarifsaldo, der bei der Ermittlung der Kosten zu berücksichtigen ist, die im folgenden Haushaltsjahr durch den dritten Parameter des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate gedeckt werden müssen;

f) gegebenenfalls den Betrag, der erforderlich ist, um die Rückstellung, die zur Deckung der Kosten des ersten Halbjahreszeitraums im Zusammenhang mit der nächsten Mobilisierungsmaßnahme bestimmt ist, nach oben oder unten anzupassen;

g) gegebenenfalls alle unvorhergesehenen Faktoren, mit denen die ausgebende Gesellschaft konfrontiert wäre.

§ 12. Gemäß den Regeln und Fristen, die in der für den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes geltenden Tarifmethode festgelegt sind, und unbeschadet eines im Laufe des Jahres aktualisierten Tarifvorschlags, wenn außergewöhnliche Umstände dies rechtfertigen, unterbreitet der Betreiber der CREG einen Tarifvorschlag, um insbesondere den Tarif für den dritten Parameter des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate anzupassen. Bei der Ausarbeitung seines Tarifvorschlags stützt sich der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes einerseits auf den in Paragraf 11 genannten Jahresbericht und andererseits auf seine jüngsten Prognosen der für den Zeitraum vom 1. Januar bis 31. Dezember des folgenden Haushaltsjahres entnommenen Energie. Die für die Berechnung dieses Tarifs angezeigte Prognose der Energieentnahme berücksichtigt einen Sicherheitsfaktor, der jederzeit zwischen dem Mindestwert von 0,90 und dem Höchstwert von 0,95 liegen muss und eine angemessene Sicherheitsspanne bieten soll, um die erforderliche Höhe der Liquiditätsreserve der ausgebenden Gesellschaft zu begrenzen. In seinem Tarifvorschlag legt der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes die Berechnung des Tarifs für den dritten Parameter des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate vor, wobei er die für jede Mobilisierungsmaßnahme spezifischen Komponenten unterscheidet.

Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes übermittelt der ausgebenden Gesellschaft eine Kopie ihres Tarifvorschlags für den dritten Parameter des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate und informiert sie über die diesbezüglichen Entscheidungen der CREG.

§ 13. Für den Fall, dass das Mandat des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes endet, bevor alle der ausgebenden Gesellschaft aus den abgetretenen FGE-Schuldforderungen geschuldeten Beträge über den dritten Parameter des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate in Rechnung gestellt wurden und bevor die Zahlung aller dieser Beträge vollständig bei der ausgebenden Gesellschaft eingegangen ist:

1° Die Benennung eines neuen Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes führt von Rechts wegen zur Übernahme der Rechte und Pflichten im Zusammenhang mit den Mobilisierungsmaßnahmen durch den neuen Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes, einschließlich der Inrechnungstellung der für die verbleibenden Mobilisierungsmaßnahmen geplanten Beträge für FGE-Schuldforderungen und des dritten Parameters des Tarifaufschlags auf der Grundlage von Artikel 42bis zugunsten der ausgebenden Gesellschaft sowie der sonstigen Verpflichtungen gegenüber der ausgebenden Gesellschaft. Diese Übernahme erfolgt, ohne dass der bisherige Netzbetreiber Anspruch auf Entschädigung hat;

2° Die Benennung eines neuen Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes und die Übernahme der Rechte und Pflichten im Zusammenhang mit den Mobilisierungsmaßnahmen hat keine Auswirkungen auf die erworbenen Rechte der ausgebenden Gesellschaft an FGE-Schuldforderungen aus den Mobilisierungsmaßnahmen gemäß Paragraf 8.

§ 14. Die von der ausgebenden Gesellschaft im Rahmen einer Mobilisierungsmaßnahme eingegangenen Verpflichtungen werden gegenüber FGE-Schuldforderungen, wie sie von der ausgebenden Gesellschaft mit den Erlösen aus diesen Verpflichtungen erworben wurden, bevorzugt. Dieses Vorrecht betrifft die FGE-Schuldforderungen, deren Nebenkosten und die aufgrund dieser Schuldforderungen eingezogenen Beträge. Dieses Vorrecht hat den gleichen Vorrang wie das Pfandrecht nach Artikel 57 des Titels XVII, Buch III des Zivilgesetzbuches.

Soweit die Parteien dies in der Rahmenvereinbarung festgelegt haben und diese Vereinbarung die entsprechenden Modalitäten festlegt, insbesondere für die Bewertung von FGE-Schuldforderungen, können die bevorrechtigten Gläubiger bei Nichterfüllung der durch das vorgesehene Vorrecht gesicherten Forderungen automatisch, ohne Inverzugsetzung und ohne vorherigen Gerichtsbeschluss, durch einfache Mitteilung an die ausgebende Gesellschaft und den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes, die Durchsetzung von FGE-Schuldforderungen durch die Aneignung oder den Verkauf solcher Schuldforderungen vornehmen.

Die FGE-Schuldforderungen sind abtretbar im Rahmen der Bildung eines Sicherheitsanspruchs durch die ausgebende Gesellschaft oder nach der Nutzung eines Vorrechts oder eines Sicherheitsanspruchs an den FGE-Schuldforderungen, sofern eine Abtretung der Regierung und dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes mitgeteilt wird.

Sofern nicht anders vereinbart, bedeutet eine Aneignung oder ein Verkauf automatisch die Übertragung aller bestehenden und zukünftigen FGE-Schuldforderungen und aller Rechte der ausgebenden Gesellschaft gegenüber dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes.

§ 15. Innerhalb von zwanzig Tagen nach Ende eines jeden Quartals unterrichtet der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 42/1 § 2 Absatz 2 die Verwaltung und die CREG über die Elemente, die sich auf den in seiner Bilanz erfassten dritten Parameter des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate beziehen.

Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes erstellt bis zum 15. August eines jeden Jahres einen Bericht, der für jeden Monat des Zeitraums vom 1. Juli des vorangegangenen Geschäftsjahres bis zum 30. Juni des laufenden Geschäftsjahres für den Anwendungsbereich des dritten Parameters des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate zumindest folgendes enthält:

- a) die entnommene Energiemenge gemäß dem betreffenden Tarifvorschlag;
- b) den entsprechenden erwarteten voraussichtlichen Betrag;
- c) die tatsächlich entnommene Energiemenge, die festgestellt wurde;
- d) den vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes effektiv in Rechnung gestellten Betrag und
- e) die Differenz, positiv oder negativ, zwischen dem voraussichtlichen Betrag und dem tatsächlich in Rechnung gestellten Betrag.

Der Tarifsaldo, der sich aus den in Paragraph 10 Absatz 3 genannten unbezahlten Beträgen einerseits und der in Buchstabe e) genannten Differenz andererseits, die für den Zeitraum vom 1. Juli des vorangegangenen Geschäftsjahres bis zum 30. Juni des laufenden Geschäftsjahres berechnet wird, zusammensetzt, ist Teil der Kosten, die im folgenden Geschäftsjahr durch den dritten Parameter des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate gedeckt werden müssen. Gegebenenfalls umfasst dieser Tarifsaldo auch Anpassungen früherer Tarifsalden.

Dieser Bericht wird vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes an die ausgebende Gesellschaft, die CREG und die Regierung übermittelt.

§ 16. Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes führt ständig ein Register über die an die ausgebende Gesellschaft abgetretenen FGE-Schuldforderungen. Dieses Register umfasst mindestens für jede abgetretene FGE-Schuldforderung:

- a) die Mobilisierungsmaßnahme;
- b) das Datum der Festsetzung;
- c) das Datum der Abtretung;
- d) die Anzahl der betreffenden grünen Zertifikate;
- e) der ursprüngliche Betrag der abgetretenen FGE-Schuldforderung;
- f) den Betrag der gemäß Paragraph 9 ermittelten zusätzlichen Kosten;
- g) der aktualisierte Saldo der FGE-Schuldforderung.

Dieses Register hat zwischen dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes und der ausgebenden Gesellschaft sowie gegenüber Dritten für diese Informationen Beweiskraft, außer bei Beweis des Gegenteils. Es wird vierteljährlich vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes an die Verwaltung und die ausgebende Gesellschaft übermittelt.

Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes erstellt vierteljährlich eine Liste der Schuldner für den dritten Parameter des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate und übermittelt diese der Verwaltung unter Angabe des je Schuldner in Rechnung gestellten Betrags.

§ 17. Für jede Mobilisierungsmaßnahme umfasst der Betrag der Kosten, die durch den Kauf von grünen Zertifikaten entstehen, die durch die spezifische Komponente des in Paragraph 11 Absatz 2 Buchstabe c) genannten dritten Parameters des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate gedeckt werden sollen, die Summe der folgenden Elemente:

- a) den Betrag in Höhe der geplanten Menge an grünen Zertifikaten, die vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes gekauft werden und von dieser Mobilisierungsmaßnahme betroffen sind, multipliziert mit dem garantierten Mindestpreis pro grünem Zertifikat;
- b) den Betrag der Kosten, die sich aus der Durchführung der Ausgabe (wie in der Rahmenvereinbarung angegeben) ergeben, einschließlich der Kosten für die Zinsabsicherung (falls auf die Ausgabe anwendbar);
- c) den erforderlichen Betrag der für die Ausgabe erforderlichen Liquiditätsreserve; und
- d) die Finanzierungskosten der Beträge a), b) und c) über die voraussichtliche Vertragslaufzeit und einschließlich mindestens des jährlichen Zinssatzes der Ausgabe (einschließlich der Gewinnspanne, die den Anlegern in Anleihen zusteht).

Die jährlichen Kosten der Dienstleistungen, die der ausgebenden Gesellschaft vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes in Rechnung gestellt werden, und die jährlichen Betriebskosten der ausgebenden Gesellschaft stellen gemäß Paragraph 11 Absatz 2 Buchstabe a) angeführte spezifische Kosten dar und werden als eine eigene spezifische Komponente für die Berechnung des dritten Parameters des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate ab der ersten Mobilisierungsmaßnahme berücksichtigt.

Für den Fall, dass vor dem 31. Dezember des Jahres der betreffenden Ausgabe ein nicht genutzter Saldo einer Ausgabe für den Kauf von FGE-Schuldforderungen verbleibt:

- a) wenn die Regierung nachträglich eine neue Mobilisierungsmaßnahme gemäß Paragraph 6 beschließt:
 - (i) Die Menge der grünen Zertifikate, die noch nicht an eine Abtretung von FGE-Schuldforderungen gebunden ist, wird vorrangig der ersten Abtretung von FGE-Schuldforderungen der neuen Mobilisierungsmaßnahme zugeordnet. Wenn diese Bestimmung nicht ausreicht, um die oben genannte Gesamtmenge abzudecken, werden weitere Abtretungen von FGE-Schuldforderungen organisiert, sobald der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes im Rahmen der Verpflichtung öffentlichen Dienstes gemäß Artikel 34 Ziffer 4 Buchstabe d) grüne Zertifikate erwirbt, bis die Anzahl dieser Zertifikate auf null reduziert wird;

ii) Die Anzahl dieser restlichen Zertifikate wird bei der Ermittlung der Kosten gemäß Absatz 1 Buchstaben *a)* bis *d)* im Zusammenhang mit der neuen Mobilisierungsmaßnahme berücksichtigt, sofern für Buchstabe *d)* der zu berücksichtigende Zinssatz der Zinssatz der betreffenden Ausgabe ist;

iii) Die entsprechenden Kosten, die im Rahmen der betreffenden Ausgabe berücksichtigt wurden, werden im nächsten Jahresbericht gemäß Paragraf 11 korrigiert;

(iv) im Rahmen der Anwendung von Paragraf 9 werden Kosten in Höhe des Zinssatzes der Ausgabe auf den Betrag der restlichen Zertifikate für den Zeitraum zwischen dem Tag der betreffenden Ausgabe und dem Tag, an dem die restlichen Zertifikate zum Kauf der FGE-Schuldforderungen verwendet wird, berücksichtigt; oder

b) wenn die betreffende Ausgabe die letzte Ausgabe der ausgebenden Gesellschaft im Rahmen des Mobilisierungsmechanismus ist, werden für die Anwendung von Paragraf 9 Kosten in Höhe des Zinssatzes der betreffenden Ausgabe auf den Betrag der restlichen Zertifikate für den Zeitraum zwischen dem Zeitpunkt der betreffenden Ausgabe und dem Zeitpunkt der endgültigen Rückzahlung der Finanzinstrumente dieser Ausgabe berücksichtigt.

Die Ermittlung, Inrechnungstellung und Einziehung der FGE-Schuldforderungen und des dritten Parameters des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate, einschließlich der Erstellung von Tarifvorschlägen, erfolgen mit dem Ziel, dass die ausgebende Gesellschaft nach der Rückzahlung aller von der ausgebenden Gesellschaft ausgegebenen Finanzinstrumente und der Erfüllung ihrer sonstigen Verpflichtungen über keinen Betrag mehr verfügt, der über den dritten Parameter des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate eingezogen wurde.

§ 18. In Abweichung von den Paragrafen 5, 6 und 11 lauten die Bestimmungen über die erste Mobilisierungsmaßnahme wie folgt:

a) Die maximale Anzahl der grünen Zertifikate, die im Rahmen dieser Maßnahme behandelt werden sollen, beträgt 7.500.000 grüne Zertifikate;

b) Die jährlichen Höchstkosten für das Jahr 2020, die im Jahresbericht nach Paragraf 11 berücksichtigt werden können, betragen 45.000.000 EUR bei einer voraussichtlichen Vertragslaufzeit von zwanzig Jahren und 51.000.000 EUR bei einer Laufzeit von fünfzehn Jahren;

c) die voraussichtliche Vertragslaufzeit der Finanzinstrumente beträgt maximal 21 Jahre; die maximale Vertragslaufzeit beträgt maximal 25 Jahre;

d) Die Regierung legt bis zum 1. Oktober 2019 in einer Entscheidung insbesondere den Bereich zwischen dem Mindestzinssatz und dem Höchstzinssatz für die entsprechende Ausgabe und den Bereich zwischen der minimalen und maximalen erwarteten Vertragslaufzeit der betreffenden Finanzinstrumente fest; diese Bedingungen werden auf der Grundlage der Methodik festgelegt, die von dem in Paragraf 1 genannten Finanzinstitut in Zusammenarbeit mit der ausgebenden Gesellschaft festgelegt und der Regierung vor dem Tag der Entscheidung schriftlich übermittelt wird. In dieser Entscheidung wird auch erwähnt, dass es der Regierung oder ihrem Stellvertreter obliegt, die Anlage und die endgültigen Bedingungen im Zusammenhang mit den zum Zeitpunkt der vorgeschlagenen Ausgabe geltenden Marktbedingungen zu bestätigen, insbesondere die voraussichtliche Vertragslaufzeit und den Zinssatz der Finanzinstrumente. Die Regierung teilt ihre Entscheidung innerhalb von zehn Tagen der ausgebenden Gesellschaft, dem Finanzinstitut, dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes und der CREG mit;

e) Gegebenenfalls teilt die Regierung nach den in Paragraf 1 genannten Benennungen der CREG, dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes und der ausgebenden Gesellschaft schnellstmöglich den Betrag der Kosten vor diesen Benennungen mit, der bei der Erstellung des in Paragraf 11 genannten Jahresberichts über die erste Ausgabe zu berücksichtigen ist.

In Abweichung von den Bestimmungen nach Paragraf 7 leitet die ausgebende Gesellschaft für das Jahr 2019 das Verfahren so bald wie möglich ein, um Finanzinstrumente vor dem 30. November 2019 auszugeben, sofern die Grenzen und Bedingungen, die in Absatz 1, in der in Absatz 1 genannten Entscheidung der Regierung und in der Rahmenvereinbarung festgelegt sind, eingehalten werden.

Innerhalb von zehn Tagen nach dem Abschlussdatum der Ausgabe teilt die ausgebende Gesellschaft der Regierung und dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes den zum Zeitpunkt der Ausgabe erhobenen endgültigen Betrag, den endgültigen Betrag, der für den Kauf von FGE-Schuldforderungen zur Verfügung steht, den erzielten Endzinssatz, die gewählte vorzeitige Vertragslaufzeit sowie den endgültigen Betrag für das Jahr 2020 und gegebenenfalls für das Jahr 2019 mit, der durch den ersten Parameter des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate gedeckt werden muss.

In Abweichung von Paragraf 11 wird der für das Jahr 2019 vorzulegende Bericht auf das Abschlussdatum der ersten Ausgabe, erhöht um zehn Tage, festgelegt.“.

§ 19. Die Regierung legt dem Parlament vor dem 31. Dezember eines jeden Jahres einen zusammenfassenden Bericht über die Folgemaßnahmen zu den Mobilisierungsmaßnahmen vor.

Art. 7 - In Artikel 42*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 11. Dezember 2013 und ersetzt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Paragrafen 1 und 2 werden durch Folgendes ersetzt:

“ § 1^{er}. Die gesamten Kosten, die sich aus den Verpflichtungen öffentlichen Dienstes ergeben, die vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes in Übereinstimmung mit Artikel 34 Ziffer 4 Buchstaben *d)*, *e)*, *f)* und *i)* getragen werden, werden durch einen Tarifaufschlag gedeckt, der von den Endverbrauchern, die an ein Spannungsniveau unter oder gleich 70 kV angeschlossen sind, geschuldet wird. Dieser Tarifaufschlag umfasst:

a) einen ersten Parameter, der dazu bestimmt ist, alle Kosten im Zusammenhang mit den in den Artikel 34 Ziffer 4 Buchstaben *d)* und *f)* genannten Verpflichtungen öffentlichen Dienstes zu decken, ausschließlich der Kosten für den Kauf von grünen Zertifikaten gemäß den Buchstaben *d)* und *f)*, die von einer Mobilisierungsmaßnahme betroffen sind. Ab dem 1. Januar 2020 deckt dieser erste Parameter auch die Kosten im Zusammenhang mit der in Artikel 34 Ziffer 4 Buchstabe *e)* genannten Verpflichtungen öffentlichen Dienstes;

b) einen zweiten Parameter, der dazu bestimmt ist, die Kosten im Zusammenhang mit der in den Artikel 34 Ziffer 4 Buchstabe e) genannten Verpflichtung öffentlichen Dienstes bis zum 31. Dezember 2019 zu decken; und

c) einen dritten Parameter, der dazu bestimmt ist, die Kosten im Zusammenhang mit der in den Artikel 34 Ziffer 4 Buchstabe i) genannten Verpflichtung öffentlichen Dienstes zu decken.

Der erste Parameter des Tarifaufschlags und der dritte Parameter des Tarifaufschlags sind für jedes kWh, das die Endverbraucher für ihre eigene Nutzung vom Netz entnehmen, geschuldet. Während des Zeitraums, in dem die teilweise Befreiung von dem ersten Parameter des Tarifaufschlags gemäß Paragraf 5 des vorliegenden Artikels anwendbar ist, wird der zweite Parameter des Tarifaufschlags im Verhältnis zu der Energiemenge angewandt, die von den Operatoren, die den Endverbrauchern, die in den Genuss dieser Teilbefreiung gelangen, Energie in Rechnung stellen, freigestellt wird.

§ 2. Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes stellt den dritten Parameter des Tarifaufschlags Grüne Zertifikate den Zugangsinhabern und den Betreibern von Verteilernetzen in Rechnung. Wenn die Zugangsinhaber und die Betreiber von Verteilernetzen die vom Netz entnommenen kWh nicht selber verbrauchen, können sie diesen Tarifaufschlag auf ihre eigenen Kunden übertragen, dies bis dieser Tarifaufschlag letztendlich den Endverbrauchern dieser kWh in Rechnung gestellt wird.

§ 2bis. Der dritte Parameter des Tarifaufschlags ist explizit und getrennt von anderen Tarifen und Steuern, Gebühren und Zuschlägen auf den Rechnungen an die Betreiber von Verteilernetzen und Zugangsinhaber anzugeben.

§ 2ter. Es darf kein Ausgleich zwischen einerseits Beträgen, die dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes oder der ausgebenden Gesellschaft aufgrund von FGE-Schuldforderungen geschuldet sind, oder dem dritte Parameter des Tarifaufschlags und andererseits sonstigen Beträgen, die dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes oder der ausgebenden Gesellschaft geschuldet sind, vorgenommen werden.“;

2° in Paragraf 5 Absatz 3 wird die Wortfolge „, der von den Operatoren angewandt wird, die die Endverbraucher berechnen, die die in Abschnitt 1 genannte Teilbefreiung in Anspruch nehmen, dies im Verhältnis zu der freigestellten Energiemenge“ gestrichen;

3° In Paragraf 8 Absatz 1 Ziffer 2 wird in der französischen Fassung das Wort „second“ durch das Wort „deuxième“ ersetzt.

Art. 8 - Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 2. Mai 2019

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst
und die administrative Vereinfachung
A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung
und Ausbildung
P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen,
Tierschutz, und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz,
und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2018-2019

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1322 (2018-2019) Nrn. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 30. April 2019.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202516]

2 MEI 2019. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 2 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt wordt aangevuld met de punten 67° tot 75° als volgt :

67° "mobilisatiemechanisme": het in artikel 42/2 bedoelde financieringsmechanisme voor de mobilisatie van de SGE-vorderingen, uitgevoerd via een beroep op een uitgevende maatschappij;

68° "mobilisatieverrichting": een effectieve uitvoeringtoepassing van het mobilisatiemechanisme door de uitgifte van financiële instrumenten;

69° "SGE-vordering": de vordering voor steun aan groene energie bestaande uit de rechten en bedragen bedoeld in artikel 42/2, §§ 8 en 9;

70° "uitgevende maatschappij": een financieringsmaatschappij die investeert in SGE-vorderingen en die is opgericht met het oog op één of meerdere mobilisatieverrichtingen;

71° "afsluitingsdatum": de datum van uitgifte van de financiële instrumenten die betrekking hebben op een mobilisatieverrichting;

72° "vaststellingsdatum": de datum waarop de door SGE-vorderingen te dekken kosten definitief vastgesteld worden overeenkomstig artikel 42/2, § 8;

73° "datum van overdracht": de in de kaderovereenkomst bepaalde datum van overdracht van een SGE-vordering;

74° "kaderovereenkomst": de overeenkomst die overeenkomstig artikel 42/2, § 3, gesloten is tussen de uitgevende maatschappij en de lokale transmissienetbeheerder, alsmede aanvullende overeenkomsten die zijn gesloten in het kader van die overeenkomst, met inbegrip van overeenkomsten voor de overdracht van vorderingen;

75° "toeslag groene certificaten": de in artikel 42bis, § 1, bedoelde toeslag."

Art. 2. In artikel 34, 4°, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt *f*) worden de woorden "of die hun zouden worden ingekocht krachtens artikel 42, § 6, 2° of artikel 42/1, § 7bis" ingevoegd tussen de woorden "op de markt van de groene certificaten," en de woorden "met het oog op" en wordt het woord "schrapping" vervangen door het woord "verwijdering";

2° er wordt na punt *h*) een punt *i*) ingevoegd, luidend als volgt :

"i) voor de lokale transmissienetbeheerder, de kosten gebonden aan de in artikel 42/2 bedoelde mobilisatieverrichtingen dekken, met inbegrip van de kosten gebonden aan de aankopen van groene certificaten bedoeld in de punten *d*) en *f*) en betrokken bij een mobilisatieverrichting."

Art. 3. In artikel 40 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007 en gewijzigd bij de decreten van 11 december 2013 en 12 december 2014, wordt het woord "geschrappt" vervangen door het woord "verwijderd" en worden de woorden "in voorkomend geval in het kader van een mobilisatieverrichting," ingevoegd tussen de woorden "door de Administratie wordt bijgehouden," en de woorden "hetzij in reserve geplaatst".

Art. 4. In artikel 42 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "geschrappt" wordt telkens vervangen door het woord "verwijderd";

2° in paragraaf 6 wordt een punt 2°, tussen punt 1° en punt 2°, ingevoegd, luidend als volgt:

"2° in de loop van de negen maanden voorafgaand aan het verstrijken van elk in reserve plaatsen, zoals bepaald in de in § 3, derde lid, bedoelde overeenkomst, kan de lokale transmissienetbeheerder, na overleg met de Administratie, groene certificaten die het voorwerp uitmaken van het plaatsen in een reserve, aankopen om deze certificaten voor een SGE-vordering te bestemmen. Deze certificaten worden tegen de prijs aangekocht, waarop ze zijn verworven door de personen die met de in paragraaf 1 bedoelde opdracht zijn belast";

3° in paragraaf 6, in punt 2°, dat punt 3° is geworden, worden de woorden "en die niet door de lokale transmissienetbeheerder overeenkomstig punt 2° zijn gekocht" ingevoegd tussen de woorden "en die op de markt niet zijn verkocht, overeenkomstig punt 1," en de woorden "door de beheerder van het lokale transmissienet gekocht";

4° in paragraaf 6 wordt de zin die begint met de woorden "Als de middelen waarover de" en de eindigt met de woorden "onvoldoende bleek" geschrappt;

5° in paragraaf 7 wordt een punt 4°, tussen punt 3° en punt 4°, ingevoegd, luidend als volgt:

"4° in de loop van de negen maanden voorafgaand aan het verstrijken van elk in reserve plaatsen koopt de lokale transmissienetbeheerder groene certificaten bij de personen die zijn belast met de in § 1 bedoelde opdracht, met inachtneming van de in § 6, 2°, bedoelde voorwaarden en volgens de modaliteiten bepaald in de overeenkomst bedoeld in paragraaf 3";

6° in paragraaf 7, in punt 4°, dat punt 5° is geworden, worden de woorden "in paragraaf 6, 2° » vervangen door de woorden "in paragraaf 6, 3°";

7° in paragraaf 7 wordt punt 5° punt 6°; de woorden "en 6, 3°" worden toegevoegd na de woorden "krachtens paragraaf 6, 2°,"; de woorden "behalve als ze opnieuw in reserve worden geplaatst overeenkomstig paragraaf 6, 2°" worden geschrappt;

8° in paragraaf 9, eerste lid, worden de woorden „, naar rato van de belastingvrije hoeveelheden energie. Na de periode van toepassing van de gedeeltelijke vrijstelling van de eerste termijn van de toeslag bedoeld in artikel 42bis, § 5, worden de financiële en administratieve lasten die uit de uitvoering van de opdracht bedoeld in § 1 voortvloeien, aangerekend zoals de eerste termijn van de toeslag overeenkomstig artikel 42bis, § 2.” vervangen door de woorden „, naar rato van de tot 31 december 2019 belastingvrij gehouden hoeveelheden. Vanaf 1 januari 2020 worden de financiële en administratieve lasten die uit de uitvoering van de opdracht bedoeld in § 1 voortvloeien, aangerekend aan de eerste term van de toeslag overeenkomstig artikel 42bis, § 2.”.

Art. 5. In artikel 42/1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 2, wordt het woord “geschrapt” vervangen door de woorden “verwijderd”;

4° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden “de in artikel 42/2, § 8, vijfde lid, bedoelde overdrachten van SGE-vorderingen en uit” ingevoegd tussen de woorden “bedragen geboekt in de opbrengsten uit” en de woorden “de toepassing van de toeslag”;

3° er wordt een paragraaf 7bis ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 7bis. Onverminderd de bepalingen van paragraaf 7 van dit artikel stelt de lokale transmissienetbeheerder vanaf 1 juli 2019 en uiterlijk op 15 oktober van elk jaar, na overleg met de in artikel 42/2 bedoelde uitgevende maatschappij, de hoeveelheid getemporiseerde groene certificaten aan de Administratie voor, die hij te kopen heeft om een geleidelijke vermindering van de hoeveelheid getemporiseerde groene certificaten mogelijk te maken, rekening houdende met de bepalingen van artikel 42/2, § 8, zevende lid. De lokale transmissienetbeheerder zendt een afschrift van zijn voorstel aan de in paragraaf 3 aangewezen persoon.

Binnen dertig dagen na ontvangst van het voorstel van de lokale transmissienetbeheerder valideert de Administratie het aantal getemporiseerde groene certificaten die de lokale transmissienetbeheerder moet kopen.

De lokale transmissienetbeheerder koopt het aantal getemporiseerde groene certificaten binnen dertig dagen na de validatie van dit aantal door de Administratie.”;

4° in paragraaf 8, eerste lid, worden de woorden “en na elke beweging in de hierna vermelde inventaris” ingevoegd tussen de woorden “1° vóór 31 januari van elk jaar,” en de woorden “deelt de persoon aangewezen in paragraaf 3.”;

5° in paragraaf 9 worden de woorden “en in paragraaf 7bis” ingevoegd tussen de woorden “bedoeld in paragraaf 7, 1°,” en de woorden “en in overleg met de Administratie”.

Art 6. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 42/2, luidend als volgt:

“Art. 42/2. § 1. In het kader van de openbare dienstverplichting krachtens de artikelen 34, 4°, d) en f) wordt een mobilisatiemechanisme ingevoerd.

Wanneer de lokale transmissienetbeheerder verwacht dat hij overeenkomstig de artikelen 34, 4°, d) en f) een aanzienlijke hoeveelheid groene certificaten tegen een gewaarborgde minimumprijs zal moeten aankopen, maakt hij, binnen de grenzen bedoeld in paragraaf 5 en volgende, gebruik van het mobilisatiemechanisme in samenwerking met de door de Regering gekozen financiële instelling en de uitgevende maatschappij, die met de goedkeuring van de Regering is opgericht. De Regering betekent de aanwijzing van deze financiële instelling en van de uitgevende maatschappij aan de lokale transmissienetbeheerder zo spoedig mogelijk onmiddellijk na de inwerkingtreding van dit decreet.

Het mobilisatiemechanisme heeft uitsluitend betrekking op de groene certificaten die onverminderd iedere eventuele vorige verkoop, aan de lokale transmissienetbeheerder zijn verkocht na de inwerkingtreding van dit decreet.

§ 2. Het mobilisatiemechanisme omvat de volgende elementen:

1° de overdracht van een of meerdere SGE-vorderingen door de lokale transmissienetbeheerder aan de uitgevende maatschappij tegen een bedrag bepaald overeenkomstig de kaderovereenkomst;

2° de financiering van de uitgevende maatschappij voor dit bedrag, voornamelijk door de uitgifte van financiële instrumenten door bedoelde maatschappij;

3° de inning van SGE-vorderingen, waarbij de derde term van de toeslag groene certificaten voor rekening van de uitgevende maatschappij door de lokale transmissiesysteembeheerder gefactureerd wordt aan de distributienetbeheerders en aan de toegangsgerechtigden die verantwoordelijk zijn voor de netgebruikers die rechtstreeks zijn aangesloten op het net van de lokale transmissiesysteembeheerder;

4° de overdracht van deze bedragen door de lokale transmissienetbeheerder aan de uitgevende maatschappij volgens de in de kaderovereenkomst bepaalde modaliteiten.

§ 3. Er wordt een kaderovereenkomst tussen de lokale transmissienetbeheerder en de uitgevende maatschappij gesloten vóór de uitvoering van het mobilisatiemechanisme. De kaderovereenkomst wordt vóór de sluiting ervan aan de Regering en aan de “CREG” meegedeeld.

§ 4. Uiterlijk op 1 maart en 1 oktober van elk jaar maakt de Administratie een gedetailleerd vooruitzicht van de verwachte ontwikkeling van deze markt over een minimale periode van de vijf volgende jaren bekend. Dit vooruitzicht omvat verschillende scenario's die de impact van de belangrijke parameters die deze ontwikkeling beïnvloeden, weergeven.

Binnen twintig dagen na de afsluiting van elk halfjaar deelt de lokale transmissienetbeheerder een indicatieve raming over achttien maanden van de hoeveelheid groene certificaten die hem voor aankoop kan worden aangeboden aan de Regering en de “CREG” mede en geeft hij, in voorkomend geval, een indicatieve hoeveelheid groene certificaten aan die in aanmerking zou moeten worden genomen voor een toekomstig voorbereidend dossier als bedoeld in paragraaf 5, teneinde de impact van deze groene certificaten op de eerste term van de toeslag groene certificaten te beperken.

§ 5. In het licht van deze gegevens kan de Regering vóór 31 oktober van elk jaar tot 2024 de lokale transmissienetbeheerder, de in paragraaf 1 bedoelde financiële instelling en de uitgevende maatschappij in kennis stellen van haar voornemen om in de loop van het volgende begrotingsjaar een mobilisatieverrichting uit te voeren. Op basis hiervan stelt de lokale transmissienetbeheerder in overleg met de uitgevende maatschappij en de in paragraaf 1 bedoelde financiële instelling een voorbereidend dossier op voor een mobilisatieverrichting. Dit voorbereidend dossier wordt uiterlijk op 15 januari van het volgende jaar aan de Regering en aan de “CREG” overgemaakt.

Het voorbereidende dossier voor een mobilisatieverrichting omvat een technische luik die door de lokale transmissienetbeheerder wordt opgesteld en een financiële luik die door de uitgevende maatschappij wordt opgesteld. De technische luik wordt door de lokale transmissienetbeheerder aan de uitgevende maatschappij meegedeeld; de financiële luik wordt door de uitgevende maatschappij aan de lokale transmissienetbeheerder meegedeeld. Deze

financiële luik omvat met name een methodologie die door de in § 1 bedoelde financiële instelling in samenwerking met de uitgevende maatschappij wordt ontwikkeld om de keuze van de Regering voor onder meer de minimale vervroegde contractuele looptijd, de maximale vervroegde contractuele looptijd, de minimale rentevoet, de maximale rentevoet en de maximale jaarlijkse kosten van de voorgestelde mobilisatieverrichting te vergemakkelijken.

§ 6. De "CREG" brengt advies over het in § 5, eerste lid, bedoelde voorbereidende dossier binnen 30 dagen na ontvangst ervan aan de Regering uit, en maakt een afschrift ervan aan de lokale transmissienetbeheerder en de uitgevende maatschappij over. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het advies van de "CREG" over het voorbereidende dossier kunnen de lokale transmissienetbeheerder en de uitgevende maatschappij, in voorkomend geval, een aangepast voorbereidend dossier opmaken door één of meerdere punten die de "CREG" in haar advies vermeldt, te rectificeren. Binnen 30 dagen na ontvangst van het advies van de "CREG" of na ontvangst van het in voorkomend geval aangepaste voorbereidende dossier kiest de Regering om al dan niet over te gaan tot de mobilisatieverrichting. Indien de Regering ervoor kiest de mobilisatieverrichting uit te voeren, neemt zij een beslissing waarin zij met name, met inachtneming van de kaderovereenkomst en op basis van de in het voorbereidende dossier uiteengezette methodologie, de volgende voorwaarden vaststelt: de marge tussen het minimum- en maximumaantal groene certificaten die in het kader van de transactie moeten worden behandeld, de marge tussen de minimum- en maximumrentevoet en de maximumrentevoet voor de overeenkomstige uitgifte, de marge tussen de minimale en maximale vervroegde contractuele looptijd van de betrokken financiële instrumenten, alsmede de maximale jaarlijkse kosten voor het jaar volgend op de uitgifte, uitgedrukt in overeenstemming met de bovengenoemde parameters, die in aanmerking kunnen worden genomen in het in § 11 bedoelde jaarlijks verslag. In deze beslissing wordt ook vermeld dat de Regering of haar afgevaardigde de plaatsing en de eindvoorwaarden moeten bevestigen die verband houden met de marktvoorwaarden die van toepassing zijn op het moment van de voorgestelde uitgifte, met name de vervroegde contractuele looptijd en de rentevoet van de financiële instrumenten. De voorwaarden van deze beslissing zorgen er ook voor dat de sommen bedoeld in artikel 34, 4^o, i), niet worden opgenomen in de balans van de lokale transmissienetbeheerder en dat de overdrachten van SGE-vorderingen door de lokale transmissienetbeheerder aan de uitgevende maatschappij zonder enige garantie van hem en zonder beroep tegen hem plaatsvinden.

Binnen tien dagen betekent de Regering haar beslissing aan de uitgevende maatschappij, aan de in § 1 bedoelde financiële instelling, aan de lokale transmissienetbeheerder en aan de "CREG".

§ 7. Binnen 120 dagen na de betekening aan de Regering lanceert de uitgevende maatschappij in overleg met de in § 1 bedoelde financiële instelling de procedure voor de uitgifte van de financiële instrumenten op voorwaarde dat de grenzen en voorwaarden bepaald in de beslissing van de Regering en in de kaderovereenkomst nageleefd worden. Binnen tien dagen na de afsluitingsdatum van de uitgifte stelt de uitgevende maatschappij de Regering en de lokale transmissienetbeheerder, alsook de "CREG" ter informatie, in kennis van het definitieve bedrag dat bij de uitgifte wordt aangetrokken, het definitieve bedrag dat beschikbaar is voor de aankoop van SGE-vorderingen en het definitieve aantal overeenstemmende groene certificaten, de gekozen vervroegde contractuele looptijd, de maximale contractuele looptijd van de uitgegeven financiële instrumenten, de verkregen definitieve rentevoet en het jaarlijks definitieve bedrag met betrekking tot deze mobilisatieverrichting dat gedekt moet worden door een specifiek deel van de derde term van de toeslag groene certificaten. In voorkomend geval omvat dit laatste bedrag het jaarlijkse bedrag betreffende het in paragraaf 17 bedoelde restbedrag van een vorig boekjaar.

§ 8. Uiterlijk twintig dagen vóór de datum van elke overwogen overdracht van SGE-vorderingen plegen de lokale transmissienetbeheerder en de uitgevende maatschappij overleg en bepalen zij volgens de in de kaderovereenkomst bepaalde modaliteiten het volgende:

a) het aantal groene certificaten die voor deze overdracht in aanmerking moeten worden genomen; ze kiezen de groene certificaten onder de certificaten die door de lokale transmissienetbeheerder gekocht zijn overeenkomstig de artikelen 34, 4^o, *d)* en *f)*;

b) de berekening van het bedrag van de kosten betreffende deze aankopen die door het specifieke onderdeel van de derde term van de toeslag groene certificaten gedekt moeten worden, overeenkomstig de bepalingen van paragraaf 17;

c) een voorstel van datum van overdracht van de betrokken SGE-vorderingen.

Het voorstel dat de datum van overdracht, het aantal groene certificaten van punt *a)* en het bedrag van punt *b)* omvat, wordt schriftelijk aan de Regering of aan haar afgevaardigde meegedeeld. Behoudens schriftelijk verzet betekend binnen de termijn van tien werkdagen door de Regering of haar afgevaardigde aan de uitgevende maatschappij en aan de lokale transmissienetbeheerder, wordt dit voorstel geacht gevalideerd te zijn. De datum van vaststelling vindt plaats op de eerste werkdag na het verstrijken van deze termijn.

Op de datum van vaststelling wordt de lokale transmissienetbeheerder van rechtswege de uitsluitende houder van een onherroepelijk subjectief recht om, via de facturering van de derde term van de toeslag groene certificaten, *(i)* het onder *b)* vermelde bedrag en *(ii)*, in voorkomend geval, de overeenkomstig paragraaf 9 bepaalde bijkomende kosten terug te vorderen.

Na de datum van vaststelling komen de groene certificaten betreffende de betrokken overdracht niet langer in aanmerking voor enige temporisatieverrichting en worden zij in de databank van de Administratie nietig verklaard.

Op de datum van overdracht draagt de lokale transmissienetbeheerder de SGE-vordering aan de uitgevende maatschappij volgens de in de kaderovereenkomst bepaalde modaliteiten over.

Met de bedragen aangetrokken bij een uitgifte van financiële instrumenten voortvloeiend uit een bepaalde mobilisatieverrichting koopt de uitgevende maatschappij meerdere SGE-vorderingen gespreid over verschillende data van overdracht.

Vanaf 1 juli 2020 zorgt de lokale transmissienetbeheerder er binnen de beschikbare middelen voor dat de laatste overdracht van SGE-vorderingen betreffende een bepaalde mobilisatieverrichting vóór 31 december van het jaar van de betrokken uitgifte het volledige restbedrag uitput van de bedragen die op het moment van uitgifte aangetrokken zijn en die voor de aankoop van SGE-vorderingen beschikbaar zijn.

§ 9. Voor elke SGE-vordering kan het in § 8 bepaalde invorderbare bedrag van deze vordering verhoogd worden met het bedrag dat nodig is voor de dekking van de redelijke kosten zoals beschreven in paragraaf 17, tweede lid, die na de datum van vaststelling van deze SGE-vordering zijn of zullen worden veroorzaakt.

De lokale transmissienetbeheerder en de uitgevende maatschappij plegen overleg en bepalen, indien nodig, de aanpassing van het invorderbare bedrag van de SGE-vordering volgens de in de kaderovereenkomst bepaalde modaliteiten. Deze aanpassing kan voortvloeien uit nieuwe kosten of hogere kosten dan die in aanmerking zijn genomen bij de vaststelling van het invorderbare bedrag van de SGE-vordering.

Een voorstel dat het bedrag van deze aanpassing vermeldt, wordt aan de Minister en, voor advies aan de Minister binnen tien werkdagen, aan de "CREG" schriftelijk meegedeeld. Behoudens schriftelijk verzet betekend binnen een termijn van twintig werkdagen door de Minister aan de uitgevende maatschappij, aan de "CREG" en aan de lokale transmissienetbeheerder, wordt dit voorstel geacht gevalideerd te zijn. Vanaf de eerste werkdag na het einde van deze termijn wordt bedoeld invorderbaar bedrag van de SGE-vordering van rechtswege verhoogd ten belope van het gevalideerde bedrag van de aanpassing.

Alle overeenkomstig paragraaf 9 vastgestelde bedragen worden opgenomen in het in § 12 overwogen tariefvoorstel met het oog op de aanpassing van het tarief voor de derde term van de toeslag groene certificaten.

§ 10. Vóór de datum van overdracht van een SEG-vordering is de lokale transmissienetbeheerder de schuldeiser en de exclusieve houder van deze SEG-vordering. Na deze datum wordt de uitgevende maatschappij van rechtswege de onherroepelijke en exclusieve houder van de overgedragen SGE-vordering, met uitzondering van de lokale transmissienetbeheerder en van zijn schuldeisers. Na dezelfde datum worden de personen aan wie de derde term van de toeslag groene certificaten wordt gefactureerd, van rechtswege rechtstreekse schuldenaars van de uitgevende maatschappij ten belope van het bedrag van de derde term die hun op grond van deze overdracht wordt gefactureerd.

De lokale transmissienetbeheerder factureert de derde term van de toeslag overeenkomstig artikel 42*bis* en blijft verantwoordelijk voor de inning bij de distributienetbeheerders en de toegangsgerechtigden voor rekening van de uitgevende maatschappij. Hij maakt de geïnde bedragen naar de uitgevende maatschappij over volgens de in de kaderovereenkomst bepaalde modaliteiten.

Wanneer de lokale transmissienetbeheerder vaststelt dat bedragen die aan sommige van zijn debiteuren voor de derde term van de toeslag groene certificaten in rekening worden gebracht, definitief onbetaald blijven, worden deze bedragen opgenomen in het in § 15 beschreven tariefsaldo onder de kosten die tijdens de derde term van de toeslag groene certificaten moeten worden teruggevorderd.

De bedragen van de facturering van de derde term van de toeslag groene certificaten worden pas vanaf het moment waarop de uitgevende maatschappij deze bedragen effectief heeft ontvangen, aangerekend aan de SGE-vorderingen.

§ 11. Uiterlijk op 1 september van elk jaar maakt de uitgevende maatschappij de lokale transmissienetbeheerder een jaarlijks verslag over, waarin zij alle financiële informatie verstrekt met betrekking tot de derde term van de toeslag groene certificaten voor het tariefvoorstel voor het volgende boekjaar. Wanneer de tijdslijn van het tariefvoorstel langer is dan het volgende boekjaar, plegen de uitgevende maatschappij en de lokale transmissienetbeheerder overleg om het verslag aan te vullen en indicatieve prognosewaarden vast te stellen voor de beoordeling van de derde term van de toeslag groene certificaten over het geheel van deze tijdslijn.

Het jaarlijkse verslag wordt opgemaakt volgens een in de kaderovereenkomst vastgesteld model van verslag en omvat minstens:

a) de werkingskosten van de uitgevende maatschappij die niet specifiek zijn voor een uitgifte, alsmede de niet-terugkerende kosten van iedere uitgifte en de prognose van deze twee soorten kosten voor het lopende boekjaar en voor het volgende boekjaar;

b) de eventuele budgettaire afwijking met betrekking tot de onder a) bedoelde kosten waarmee volgens een met redenen omkleed advies van de uitgevende maatschappij rekening moet worden gehouden bij de vaststelling van de kosten die tijdens het volgende boekjaar door de derde term van de toeslag groene certificaten moeten worden gedekt;

c) voor elke mobilisatieverrichting afzonderlijk, de totale jaarlijkse kosten die moeten worden gedekt door de derde term van de toeslag groene certificaten, met vermelding van met name de bedragen die nodig zijn om tijdig het kapitaal en de rente voor elke mobilisatieverrichting te betalen, om de specifiek daarmee verband houdende terugkerende werkingskosten te betalen en om de kasreserve van de uitgevende maatschappij op het vereiste niveau te houden, de aanvangsdatum van de geldigheid van deze kosten en de verwijzing naar de beslissing van de Regering voorafgaand aan de uitgifte van de betrokken verrichting;

d) de historiek van de bedragen met betrekking tot de derde term van de toeslag groene certificaten die door de lokale transmissienetbeheerder aan de uitgevende maatschappij zijn overgemaakt;

e) het overeenkomstig paragraaf 15, derde lid, gerapporteerde tariefsaldo dat in aanmerking moet worden genomen voor de vaststelling van de kosten die tijdens het volgende boekjaar door de derde term van de toeslag groene certificaten moeten worden gedekt;

f) in voorkomend geval, het bedrag dat nodig is voor een aanpassing naar boven of naar beneden van de voorziening bestemd om de kosten van de eerste halfjaarlijkse periode betreffende de volgende mobilisatieverrichting te dekken;

g) in voorkomend geval, de onvoorzien elementen waaraan de uitgevende maatschappij zou worden blootgesteld.

§ 12. Met inachtneming van de regels en termijnen die zijn vastgesteld bij de tariefmethodologie die van toepassing is op de lokale transmissienetbeheerder en onverminderd een tariefvoorstel dat in de loop van het jaar wordt geactualiseerd, indien uitzonderlijke omstandigheden dit rechtvaardigen, dient laatstgenoemde een tariefvoorstel bij de "CREG" in met het oog op de aanpassing van het tarief voor de derde term van de toeslag groene certificaten. Om zijn tariefvoorstel voor te leggen, baseert de lokale transmissienetbeheerder zich, enerzijds, op het in paragraaf 11 bedoelde jaarlijkse verslag en, anderzijds, op zijn recentste vooruitzichten inzake afgenomen energie voor de periode van 1 januari tot 31 december van het volgende boekjaar. Het aangegeven vooruitzicht inzake afgenomen energie voor de berekening van dit tarief houdt rekening met een veiligheidsfactor die te allen tijde tussen de minimumwaarde van 0,90 en de maximumwaarde van 0,95 moet liggen en die bedoeld is om een redelijke veiligheidsmarge te bieden om de vereiste omvang van de kasreserve van de uitgevende maatschappij te beperken. In zijn tariefvoorstel legt de lokale transmissienetbeheerder de berekening van het tarief voor de derde term van de toeslag groene certificaten voor door een onderscheid te maken tussen de specifieke componenten voor elke mobilisatieverrichting.

De lokale transmissienetbeheerder maakt de uitgevende maatschappij een afschrift van zijn tariefvoorstel m.b.t. de derde term van de toeslag groene certificaten over en licht haar in over de desbetreffende beslissingen van de "CREG".

§ 13. Indien het mandaat van de lokale transmissienetbeheerder eindigt voordat alle bedragen die in het kader van de overgedragen SGE-vorderingen aan de uitgevende maatschappij verschuldigd zijn, gefactureerd zijn gedurende de derde term van de toeslag groene certificaten en voordat de uitgevende maatschappij de volledige betaling van al deze bedragen heeft ontvangen :

1° brengt de aanwijzing van een nieuwe lokale transmissienetbeheerder van rechtswege de overname van de rechten en verplichtingen in verband met de mobilisatieverrichtingen door de nieuwe lokale transmissienetbeheerder met zich mee, met inbegrip van de facturering van de bedragen die in het kader van de mobilisatieverrichtingen voor de SEG-vorderingen zijn voorzien, en van de derde term van de toeslag op grond van artikel 42 bis voor rekening van de uitgevende maatschappij alsmede de andere verplichtingen jegens de uitgevende maatschappij. Deze overname vindt plaats zonder dat de vorige netbeheerder recht heeft op een vergoeding;

2° tasten de aanwijzing van een nieuwe lokale transmissienetbeheerder en de overname van de rechten en verplichtingen in verband met de mobilisatieverrichtingen de rechten op SGE-vorderingen die de uitgevende maatschappij uit hoofde van de mobilisatieverrichtingen en overeenkomstig paragraaf 8 verworven heeft verworven, niet aan.

§ 14. De verplichtingen die de uitgevende maatschappij in het kader van een mobilisatieverrichtingen heeft aangegaan, hebben voorrang op de SGE-vorderingen, aangezien ze door de uitgevende maatschappij met de opbrengst van deze verplichtingen zijn verworven. Dit voorrecht betreft de SGE-vorderingen, hun toebehoren en de bedragen die als gevolg van deze vorderingen zijn geïnd. Dit voorrecht heeft dezelfde prioriteit als het pandrecht krachtens artikel 57 van Titel XVII, Boek III, van het Burgerlijk Wetboek.

Voor zover de partijen in de kaderovereenkomst daarmee zijn ingestemd en voor zover deze overeenkomst de modaliteiten daarvan bepaalt, met name wat betreft de waardering van SGE-vorderingen, kunnen de bevoorrechte schuldeisers in geval van wanbetaling met betrekking tot vorderingen die door het voorrecht zijn gewaarborgd, de SGE-vorderingen zonder ingebrekestelling en zonder voorafgaande rechterlijke beslissing van rechtswege ten uitvoer leggen door middel van eenvoudige kennisgeving aan de uitgevende maatschappij en de lokale transmissienetbeheerder, door middel van toe-eigening of verkoop van die vorderingen.

De SGE-vorderingen zijn overdraagbaar in het kader van de vestiging van een zekerheid door de uitgevende maatschappij of na de realisatie van een pandrecht of zekerheden op SGE-vorderingen, op voorwaarde dat de Regering en de lokale transmissienetbeheerder in kennis worden gesteld van elke overdracht.

Tenzij anders is overeengekomen, leidt een toe-eigening of een verkoop van rechtswege tot de overdracht van alle bestaande en toekomstige SGE-vorderingen en alle rechten van de uitgevende maatschappij ten opzichte van de lokale transmissienetbeheerder.

§ 15. Binnen twintig dagen na de afsluiting van elk kwartaal, brengt de lokale transmissienetbeheerder onverminderd de bepalingen van artikel 42/1, § 2, tweede lid, de Administratie en de "CREG" op de hoogte van de elementen betreffende de derde term van de toeslag groene certificaten geregistreerd op zijn balans.

Uiterlijk op 15 augustus van elk jaar stelt de lokale transmissienetbeheerder een verslag op dat voor elke maand van de periode van 1 juli van het voorgaande boekjaar tot en met 30 juni van het lopende boekjaar en voor het toepassingsgebied van de derde term van de toeslag groene certificaten minstens de volgende gegevens omvat :

- a) het in het betrokken tariefvoorstel voorziene volume van de afgenomen energie;
- b) het overeenkomstige verwachte geraamde bedrag;
- c) het vastgestelde werkelijke volume van de afgenomen energie;
- d) het bedrag dat werkelijk door de lokale transmissienetbeheerder is gefactureerd en
- e) het positieve of negatieve verschil tussen het geraamde bedrag en het werkelijk gefactureerde bedrag.

Het tariefsaldo, bestaande uit de niet-betaalde bedragen als bedoeld in paragraaf 10, derde lid, enerzijds, en het verschil als bedoeld onder e), anderzijds, berekend over de periode van 1 juli van het voorgaande boekjaar tot en met 30 juni van het lopende boekjaar, maakt deel uit van de kosten die in het volgende boekjaar moeten worden gedekt door de derde term van de toeslag groene certificaten. In voorkomend geval omvat dit tariefsaldo ook de regularisering van de vorige tariefsaldo's.

Dit verslag wordt door de lokale transmissienetbeheerder aan de uitgevende maatschappij, aan de "CREG" en aan de Regering overgemaakt.

§ 16. De lokale transmissienetbeheerder houdt voortdurend een register van de aan de uitgevende maatschappij overgedragen SGE-vorderingen bij. Dit register omvat voor elke overgedragen SEG-vordering minstens de volgende gegevens :

- a) de mobilisatieverrichting;
- b) de datum van vaststelling;
- c) de datum van overdracht;
- d) het aantal betrokken groene certificaten;
- e) het oorspronkelijke bedrag van de overgedragen SGE-vordering;
- f) het bedrag van de overeenkomstig § 9 bepaalde bijkomende kosten;
- g) het geactualiseerde saldo van de SGE-vordering.

Dit register geldt tussen de lokale transmissienetbeheerder en de uitgevende maatschappij en tegenover derden, tenzij het tegendeel wordt bewezen. Het wordt driemaandelijks door de lokale transmissienetbeheerder aan de Administratie en aan de uitgevende maatschappij meegedeeld.

De lokale transmissienetbeheerder stelt driemaandelijks de lijst van de debiteurs van derde term van de toeslag groene certificaten op en deelt ze mee aan de Administratie met vermelding van het per debiteur gefactureerde bedrag.

§ 17. Voor elke mobilisatieverrichting omvat het bedrag van de kosten gemaakt door de aankopen van groene certificaten die door het specifiek deel van de in paragraaf 11, tweede lid, c) bedoelde derde term van de toeslag groene certificaten gedekt moeten worden, de som van de volgende elementen :

- a) het bedrag dat gelijk is aan de geplande hoeveelheid groene certificaten die door de lokale transmissienetbeheerder zijn aangekocht en waarop deze mobilisatieverrichting betrekking heeft, vermenigvuldigd met de door de groene certificaten gegarandeerde minimumprijs;
- b) het bedrag van de kosten die voortvloeien uit de uitvoering van de uitgifte (zoals beschreven in de kaderovereenkomst), met inbegrip van de kosten voor het afdekken van de rentevoeten (indien van toepassing op de uitgifte);
- c) het vereiste bedrag van de kasreserve dat voor de uitgifte nodig is; en
- d) de financieringskosten van de bedragen a), b) en c) gedurende de vervroegde contractuele looptijd die ten minste de jaarlijkse rentevoet van de uitgifte (met inbegrip van de aan obligatiebeleggers verschuldigde marge) omvatten.

De jaarlijkse kosten van de dienstverstrekingen die door de lokale transmissienetbeheerder aan de uitgevende maatschappij in rekening worden gebracht, en de jaarlijkse werkingskosten van de uitgevende maatschappij vormen een specifiek geheel dat overeenkomstig paragraaf 11, tweede lid, a), wordt gerapporteerd en dat in aanmerking wordt genomen als een specifiek onderdeel voor de berekening van de derde term van de toeslag groene certificaten vanaf de eerste mobilisatieverrichting.

Indien er nog een onbenut restbedrag van een uitgifte voor de aankoop van SGE-vorderingen vóór 31 december van het jaar van de uitgifte in kwestie overblijft:

- a) indien een nieuwe mobilisatieverrichting overeenkomstig § 6 later beslist wordt door de Regering:

- (i) wordt de hoeveelheid groene certificaten die nog niet aan een overdracht van SGE-vorderingen is gekoppeld, bij voorrang toegewezen aan de eerste overdracht van SGE-vorderingen van de nieuwe mobilisatieverrichting. Indien deze bepaling ontoereikend blijft om de volledige hierboven vermelde hoeveelheid te dekken, worden nieuwe overdrachten van SGE-vorderingen georganiseerd zodra de lokale transmissienetbeheerder in het kader van de in artikel 34, 4^o, d), bedoelde openbaredienstverplichting groene certificaten koopt, totdat het restbedrag tot nul is teruggebracht.

(ii) wordt het restbedrag in aanmerking genomen voor de bepaling van de in het eerste lid, onder *a)* tot en met *d)*, bedoelde kosten in verband met de nieuwe mobilisatieverrichting, mits, voor punt *d)*, de rentevoet die in aanmerking moet worden genomen, het percentage van de betrokken uitgifte is;

(iii) worden de overeenkomstige kosten waarmee in het kader van de betrokken uitgifte rekening is genomen, in het kader van het volgende jaarverslag bedoeld in lid 11 gerectificeerd;

(iv) zal, voor de toepassing van § 9, rekening worden gehouden met kosten die gelijk zijn aan de rentevoet van de uitgifte toegepast op het restbedrag voor de periode tussen de datum van de betrokken uitgifte en de datum waarop het restbedrag wordt gebruikt voor de aankoop van de SGE-vorderingen; of

b) indien de betrokken uitgifte de laatste uitgifte is van de uitgevende maatschappij in het kader van het mobilisatiemechanisme, zal, voor de toepassing van § 9, rekening worden gehouden met kosten die gelijk zijn aan de rentevoet van de uitgifte toegepast op het restbedrag voor de periode tussen de datum van de betrokken uitgifte en de datum van de eindbetaling van de financiële instrumenten van deze uitgifte;

De vaststelling, de facturering en de inning van SGE-vorderingen en de derde term van de toeslag groene certificaten, met inbegrip van het opstellen van tariefvoorstellen, zullen worden beheerd met als doel dat de uitgevende maatschappij, na de terugbetaling van alle financiële instrumenten die door haar zijn uitgegeven en de uitoefening van haar andere verplichtingen, niet meer beschikt over bedragen geïnd via de derde term van de toeslag groene certificaten.

§ 18. In afwijking van de §§ 5, 6 en 11 worden de bepalingen betreffende de eerste mobilisatieverrichting vastgesteld als volgt :

a) het maximaal aantal groene certificaten die in het kader van deze verrichting behandeld moeten worden, bedraagt 7.500.000 groene certificaten;

b) de maximale jaarlijkse kosten betreffende het jaar 2020 die in aanmerking kunnen worden genomen in het in § 11 bedoelde jaarlijkse verslag, bedragen 45.000.000 euro indien de vervroegde contractuele looptijd twintig jaar is, en 51.000.000 euro indien deze looptijd vijftien jaar is;

c) de vervroegde contractuele looptijd van de financiële instrumenten is kleiner dan of gelijk aan 21 jaar; de maximale contractuele looptijd is kleiner dan of gelijk aan 25 jaar;

d) uiterlijk op 1 oktober 2019 bepaalt de Regering in een beslissing met name de marge tussen de minimale rentevoet en de maximale rentevoet voor de overeenkomstige uitgifte, de marge tussen de minimale vervroegde contractuele looptijd en de maximale vervroegde contractuele looptijd van de betrokken financiële instrumenten; deze voorwaarden worden bepaald op basis van de methodologie die door de in § 1 bedoelde financiële instelling in samenwerking met de uitgevende maatschappij is vastgesteld en die schriftelijk overgemaakt is aan de Regering vóór de datum van de beslissing. In deze beslissing wordt ook vermeld dat het aan de Regering of haar afgevaardigde is om de plaatsing en de definitieve voorwaarden in verband met de marktomstandigheden op het moment van de voorgestelde uitgifte te bevestigen, met name de vervroegde contractuele looptijd en de rentevoet. Binnen tien dagen na de datum van de beslissing betekent de Regering deze beslissing aan de uitgevende maatschappij, aan de financiële instelling, aan de lokale transmissiebeheerder en aan de "CREG";

e) na de in § 1 vermelde aanwijzingen betekent de Regering, in voorkomend geval, zo spoedig mogelijk het bedrag van de aan die aanwijzingen voorafgaande kosten dat in aanmerking moet worden genomen voor de opstelling van het in § 11 bedoelde jaarlijkse verslag en betreffende de eerste uitgifte, aan de "CREG", de lokale transmissiebeheerder en de uitgevende maatschappij.

In afwijking van de bepalingen bedoeld in paragraaf 7 start de uitgevende maatschappij voor het jaar 2019 de procedure zo spoedig mogelijk met het oog op de uitgifte van financiële instrumenten vóór 30 november 2019, mits de grenzen en voorwaarden vastgesteld in het eerste lid, in de in het eerste lid bedoelde beslissing van de Regering en in de kaderovereenkomst in acht worden genomen.

Binnen tien dagen na de afsluitingsdatum van de uitgifte stelt de uitgevende maatschappij de Regering en de lokale transmissiebeheerder in kennis van het definitieve bedrag dat bij de uitgifte wordt aangetrokken, het definitieve bedrag dat beschikbaar is voor de aankoop van SGE-vorderingen, de gekozen vervroegde contractuele looptijd, alsook het definitieve bedrag betreffende het jaar 2020 en, in voorkomend geval, het jaar 2019, dat gedekt moet worden door het eerste specifieke onderdeel van de derde term van de toeslag groene certificaten.

In afwijking van paragraaf 11 wordt het voor het jaar 2019 over te maken verslag vastgesteld op de datum van afsluiting van de eerste uitgifte, verhoogd met tien dagen."

§ 19. Vóór 31 december van elk jaar legt de Regering een syntheserapport over de opvolging van de mobilisatieverrichtingen bij het Parlement neer.

Art. 6. In artikel 42*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 11 december 2013 en vervangen bij het decreet van 12 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de paragrafen 1 en 2 worden vervangen als volgt:

“ § 1. ” § 1. Het geheel van de kosten in verband met de openbare dienstverplichtingen gedragen door de lokale transmissienetbeheerder overeenkomstig de artikelen 34, 4°, *d)*, *e)* en *f)* en *i)*, worden gedekt door een toeslag, verschuldigd door de eindafnemers aangesloten op een spanningsniveau van 70 kV of minder. Deze toeslag omvat:

a) een eerste term bestemd voor de dekking van de kosten in verband met de openbare dienstverplichtingen bedoeld in artikel 34, 4°, *d)* en *f)*, met uitzondering van de kosten gebonden aan de aankopen van groene certificaten bedoeld in de punten *d)* en *f)* en betrokken bij een mobilisatieverrichting. Vanaf 1 januari 2020 dekt deze eerste term ook de kosten in verband met de openbare dienstverplichtingen bedoeld in artikel 34, 4°, *e)*;

b) een tweede term bestemd voor de dekking van de kosten in verband met de openbare dienstverplichting bedoeld in artikel 34, 4°, *e)* tot 31 december 2019; en

b) een derde term bestemd voor de dekking van de kosten in verband met de openbare dienstverplichting bedoeld in artikel 34, 4°, *i)*.

De eerste term van de toeslag en de derde term van de toeslag worden op elke kWh verschuldigd, die de eindafnemers van het net afnemen voor hun eigen gebruik. Gedurende de periode waarin de gedeeltelijke vrijstelling van de eerste term van de toeslag overeenkomstig paragraaf 5 van dit artikel van toepassing is, wordt de tweede term van de toeslag toegepast in verhouding tot de hoeveelheid energie die is vrijgesteld door de interveniënten die de eindafnemers die deze gedeeltelijke vrijstelling genieten, factureren.

2. De lokale transmissienetbeheerder factureert de eerste term en de derde term van de toeslag groene certificaten aan de toegangsgerechtigden en aan de beheerders van een distributienet. Ingeval de toegangsgerechtigden en de distributienetbeheerders niet zelf de van het net afgenomen kWh verbruiken, kunnen zij deze toeslag aan hun eigen afnemers doorberekenen en factureren tot wanneer deze toeslag uiteindelijk gefactureerd wordt aan de eindafnemers van deze kWh.

§ 2*bis*. De derde term van de toeslag wordt uitdrukkelijk en los van andere tarieven en belastingen, kosten en toeslagen op facturen aan distributienetbeheerders en toegangsgerechtigden vermeld.

§ 2*ter*. Er mag geen compensatie worden verleend tussen, enerzijds, de bedragen die in het kader van de overgedragen SGE-vorderingen aan de lokale transmissienetbeheerder of aan de uitgevende maatschappij verschuldigd zijn, en anderzijds, ieder ander bedrag dat door de lokale transmissienetbeheerder of de uitgevende maatschappij verschuldigd is.”;

2° in paragraaf 5, derde lid, vervallen de woorden “en wordt toegepast door interveniënten die aan de eindafnemers, die in aanmerking komen voor de vrijstelling bedoeld in het eerste lid, factureren, naar rato van de belastingvrije hoeveelheid energie.”;

3° in paragraaf 8, eerste lid, 2° wordt, in de Franse versie, het woord “second” vervangen door het woord “deuxième”.

Art 8. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement 1322 (2018-2019) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, openbare vergadering van 30 april 2019.

Bespreking.

Stemming.